

**Directeur : Jacques Fauvel**

Algeria, 1.30 BA; Maroc, 7.50 dir.; Tunisie, 120 m.;  
 Allemagne, 1 DM; Autriche, 11 sch.; Belgique,  
 12 fr.; Canada, \$ 0.65; Danemark, 3 kr.;  
 Espagne, 20 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce,  
 20 dr.; Iran, 45 ris; Italie, 350 L.; Liban, 125 p.;  
 Luxembourg, 12 fr.; Norvège, 2.75 kr.; Pays-Bas,  
 1 fl.; Portugal, 14 asc.; Suède, 2.25 kr.;  
 Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 cts.; Yougoslavie, 10 a. din.

**5, RUE DES ITALIENS  
75002 PARIS - CEDEX  
C.C.P. 6201-23 Paris  
Tél. Paris n° 639972  
Tél : 246-72-23**

## TROIS POMMES DE DISCORDE AU SEIN DE LA MAJORITÉ

# LA MAIRIE DE PARIS

**M. d'Ornano**  
**contre M. Lafay**

M. Michel d'Ornano, candidat à la mairie de Paris, vient d'annoncer qu'il se présenterait aux prochaines élections municipales dans le dix-septième arrondissement, tenu depuis de nombreuses années par M. Bernard Lafay, l'actuel président du Conseil de Paris. Le ministre de l'Industrie et de la recherche engage ainsi le combat avec une des personnalités marquantes de la partie de la majorité opposée à sa candidature.

La désignation par M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la recherche, candidat à la mairie de Paris, d'une première liste de personnalités, dont « la mission est de préparer des listes uniques de la majorité » dans les dix-huit secteurs électoraux de la capitale (1) pour les élections municipales des 13 et 30 mars prochains, donne le véritable coup d'envoi de la campagne électorale à Paris.

Ces personnalités sont : pour le 5<sup>e</sup> arrondissement, M. Philippe Tolly, conseiller général, député, centriste ; pour le 15<sup>e</sup> arrondissement, Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la culture et membre du parti radical ; pour le 16<sup>e</sup> arrondissement, MM. Georges Messin, député, et Pierre Lépine, conseiller de Paris, centristes ; pour le 18<sup>e</sup> arrondissement, M. Roger Chmuid, député, président du groupe parlementaire des républicains indépendants. M. Michel d'Ornano sera candidat, quant à lui, dans le 17<sup>e</sup> arrondissement.

En bon connaisseur de la carte politique de la capitale, M. Michel d'Ornano a porté la far dans les

arrondissements qui, pour la majorité, pèseront le plus lourd pour la désignation du maître de Paris lors du vote des nouveaux élus de la capitale, en mars prochain, pour l'Assemblée nationale et dix-septième arrondissements représentent en effet vingt-huit sièges sur les cent neuf que comptera la future assemblée municipale. La majorité devrait lui opposer une certaine coalition d'arrondissements qui, compte tenu de leur faible population, ne représentent que peu de sièges par comparaison avec ceux que peuvent supporter les quartiers denses qu'ils choisissent.

M. d'Ornano

Le XV<sup>e</sup> arrondissement verra-t-il une bataille de dames entre Mmes Françoise Giroud et Nicole de Hautecloque ?

**JEAN PERRIN.**

(Lire la suite page 8.)

(1) Dans la capitale qui comporte vingt arrondissements il y a seulement dix-huit secteurs municipaux. Les arrondissements du centre de Paris sont divisés en deux secteurs : les 1<sup>er</sup> et 2<sup>es</sup> arrondissements : 2 et 3<sup>es</sup> arrondissements.

scène de cette représentation de la *Cantatrice chère*, organisée par la Comédie de Saint-Etienne et la compagnie de l'Estrade, déplace le lieu et le milieu social, fait le plein de l'autisme du rôle, et nous ramène à un *Concerto* approximatif et hilaire s'installe, commence à lire, regarde étouffé le décor, qui ne correspond en rien à ce qu'il a écrit. Nous ne sommes plus dans le monde des bourgeois anglais, mais dans une résidence secondaire, chez un couple de jeunes cadres supérieurs.

**COLETTE GODARD.**

(Lire la suite page 15.)

1. *Journal of the American Medical Association*, 1997; 277: 1033-1036.

—



# AMÉRIQUES

## Sombres jours pour l'Argentine

(Suite de la première page.)

Il s'agit de la police, et de la police fédérale, dans le cinéma privé de la province de Buenos Aires, dans la garnison de Campo de Mayo, dans les locaux de la police de la Plata, capitale de la province de Buenos Aires. C'est pour affirmer notre présence, expliquent les Montoneros, toujours sur la brèche et résolu à demeurer « une alternative concrète » au régime militaire. Présents, ils le sont. Mais à quel prix ? Les représailles des forces de sécurité sont immédiates, mais aussi disproportionnées : après l'assassinat, on a tué le général Omar Artés, trente prisonniers ont été fusillés, et leurs cadavres dynamités. Le gouvernement s'en est ému. Il a ordonné une enquête. On en attend encore le résultat.

### Les « lois » de la guerre

Après l'attentat survenu le 9 novembre au quartier général de la police à La Plata, une série d'« affrontements » ont eu lieu dans la province de Buenos Aires. On a recensé près de cent morts — tous, ou presque, « édifiés ». Citons les témoins d'un des « accrochages » qui, selon le communiqué officiel, s'est produit à Valentín Alsina : le 10 novembre, vers 3 heures du matin, des policiers en uniforme ont arrêté leurs véhicules aux abords de la compagnie Slam. Ils en firent descendre trois jeunes gens et les exécutèrent sans autre forme de procès, mitraillant une auto en stationnement, sans doute pour donner plus de vraisemblance à l'action. La machine à tuer, de part et d'autre, est bien remontée.

La répression ne se limite pas à la « subversion » armée. A en croire les chefs militaires, et même le président Jorge Videla, elle s'est infiltrée dans les syndicats et les mass media, à l'université et à l'école : c'est un « virus » qui atteint toute la société. En voulant l'isoler, les militaires-médicaments ont parfois la main un peu lourde.

Bien que le petit parti communiste argentin, hostile à la violence, n'ait pas été interdit, il n'a pas échappé à la répression. Une dizaine de militants, dont Alberto Caffarelli, membre du comité central, ont été tués, une cinquantaine ont disparu et près de trois cents sont en prison. Ses dirigeants se veulent mesurés. « Nous ne sommes pas pourchassés partout avec la même intensité », nous a dit l'un d'eux. On peut dresser une carte de la répression en fonction de la personnalité des chefs de la « subversion » et des communistes de police. A Tucuman, où l'E.R.P. avait organisé un foyer de guérilla rurale, à Bahia-Blanca, surtout à Córdoba et La Plata, les forces de sécurité émettent la terreur. Le président Pinochet fait presque figure de « colombe » auprès d'un général comme Juan Bautista Salas, responsable de la quatrième brigade à Córdoba. Peu a été fait pour les neutraliser. Ils sont

« effrayés », disent les chefs de l'armée, et, d'ailleurs, expliquent-ils, on ne peut centraliser la lutte contre la guérilla. La guerre contre-révolutionnaire a des lois, qui ne sont pas celles de la guerre conventionnelle. Au moins s'est-on efforcé, à Buenos Aires, de coordonner les opérations. La formation, dans la première région militaire, des « commandements opérationnels tactiques » (COT) a porté remède à l'anarchie initiale. En principe, les officiers de renseignement dirigent toutes les forces de sécurité. En réalité, la marine et la police en font souvent à leur guise.

Les méthodes des forces armées ne laissent pas de surprendre. Elles n'arrêtent pas ; elles enlèvent. Les détenus ne sont pas des prisonniers, mais des séquestrés. Ils réapparaissent parfois, un deux, trois mois plus tard, dans une prison, ou bien ils disparaissent à jamais. Un cas parmi des milliers d'autres : arrêté le 2 juillet dans l'établissement où il travaillait, M. Enrique Elsenschlöss n'est pas réapparu. L'administration de la société Continental avait exigé des forces de sécurité qu'elles s'identifient : « commandement opérationnel n° 37 de la marine ».

« Est-il mort, est-il vivant ? » Des milliers d'Argentins se posent la question depuis qu'un groupe d'hommes fortement armés, en uniforme ou en civil, a pénétré dans leur maison pour arrêter mari, femme, frère ou fils. Aussitôt recouverts d'une cagoule, ils ont été emmenés vers une destination inconnue. Pourquoi procéder ainsi ? « Les Montoneros ne sont pas des brigades, mais des cellules », nous a répondu le général Albano Harguindéy, ministre de l'Intérieur.

### Bas les masques

Après avoir longtemps fait porter la responsabilité de toutes opérations sur des groupes d'extrême droite, les militaires ont jeté le masque. A quoi bon mentir puis-que personne n'est dupe ? Ce sont les guérilleros, disent-ils, qui nous ont imposé cette sale guerre. Guérilleros que, pourtant, ils accusent de ne pas combattre « à visage découvert ». « Je ne comprends pas pourquoi », dit M. Emilio Mignone, secrétaire d'Etat à l'éducation dans le gouvernement de la province de Buenos Aires, « les forces de sécurité ont fini, consciemment ou non, par imiter les façons de la guérilla ». C'est, dit encore l'ancien fonctionnaire dont la fille Manica a disparu depuis le 14 mai, la plus belle victoire de la subversion. « Le gouvernement a tout sacrifié à l'efficacité. On peut dater le tournant au mois de juillet, lorsque le général Arturo Corasta, chef de la police, a démissionné faute de pouvoir réunir ses subordonnés au respect des lois. Les tribunaux militaires n'ont que rarement fonctionné. Aucun, en tout cas, n'a dicté une sentence de mort, peine appliquée tous les jours dans les faits. En principe, la « boleta » — le « billet », pour l'au-delà — est réservé aux seuls combattants pris

les armes à la main. En réalité d'autres personnes, liées ou non à la guérilla, sont exécutées. Citons ainsi : Ever Grilli, un jeune communiste, le 22 septembre à Córdoba ; Sergio Karakachoff, un avocat radical à La Plata ; Miguel Ceballos, Pablo Balustrá, Marta Gonzales, Jorge Garcia, ainsi que trois autres personnes, le 11 octobre, à l'intérieur même du pénitencier de Córdoba.

Le 6 octobre, trente-quatre cadavres enterrés au cimetière de Moreno, au sud de Buenos Aires, ont été exhumés. La police, qui les avait identifiés, n'a cependant pas averti les parents des victimes, arrêtées et massacrées le 14 avril. Des hommes-grenouilles ont découvert un étrange cimetière près de Córdoba : des cadavres décomposés retenus par des pierres au fond du lac San Roque. Combien de charniers va-t-on ainsi découvrir ?

### Des bavures

Le droit à la vie n'est pas garanti, même dans les établissements officiels de réclusion, où quatre à cinq mille prisonniers sont entassés, souvent soumis aux pires vexations et à la torture, pour la plupart, d'assistance légale. Mais le sort des séquestrés est, bien entendu, encore plus aléatoire dans les lieux de détention illégaux : les casernes, les camps de concentration comme La Perla, La Rivera et Pampa de Olaso, à Córdoba, ou La Atómica, près de l'aéroport international d'Ezeiza, ou à l'Ecole de mécanique de la marine. Là, les prisonniers sont à la merci de leurs geôliers et de leurs bourreaux.

La torture est devenue systématique. Les séquestrés de « picanas » (la gégène) sont devenus plus raffinés. Lord Avebury, envoyé au mois de novembre par Amnesty International, a recueilli des témoignages directs dans la capitale, à la prison de Villa Devoto, et à la ligne argentine des droits de l'homme. Le général Harguindéy les résume : « Les opérations subversives et même les communistes instruisent leurs militants pour qu'ils dénoncent les mauvais traitements : ce sont des histoires ». Les fonctionnaires de son ministère admettent cependant qu'il y a des « bavures ».

Leur supplice fini, les séquestrés qui ont survécu restent souvent comme otages. Les forces de sécurité se réservent le droit de les libérer de la prison, mais en prison ou dans la liquidation, selon les circonstances. « Les guérilleros encore en liberté savent ainsi à quoi s'en tenir », nous a dit un général.

Ils savent en effet, mais ils refusent le plus souvent de tenir compte des avertissements. En tout cas ils ne se rendent plus : « Le billet », pour l'au-delà, est réservé aux seuls combattants pris

# DIPLOMATIE

## COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

### La « commission Jenkins » entre en fonction

La nouvelle Commission du Marché commun, dite pour le moment « commission Jenkins », du nom de son président britannique, a été constituée, jeudi 6 janvier, à Bruxelles. Son ancien président français, M. Ortoli, devient un des vice-présidents. Six membres de la Commission ont vu leur mandat renou-

velé : M. Ortoli et Cheysson (France), Haferkamp et Brunner (Allemagne fédérale), Vovel (Luxembourg) et Gundelach (Danemark). Les nouveaux commissaires sont MM. Jenkins et Tugendhat (Grande-Bretagne), Natali et Giolitti (Italie), Davignon (Belgique), Vredeling (Pays-Bas) et Burke (Irlande).

### Portrait

#### « Un partenaire de l'Europe non son prisonnier »

Les membres continuent du Marché commun cherchent un partenaire et non un prisonnier. La formule, vieille de près de trois ans, appartient à M. Roy Jenkins. S'adressant alors aux adversaires de la Communauté au sein du parti travailliste, il entendait que la Grande-Bretagne ne considère pas l'adhésion à l'Europe comme un pis-aller, mais s'engage dans une participation à la construction d'un nouvel ordre européen.

La bonne chère. Tout au long de sa campagne, le nouveau président de la commission de Bruxelles a donc été accusé de trahir ses origines.

Né en 1920 dans une vieille mine du Pays de Galles, il avait, grâce à ses dons, échappé assez vite à l'atmosphère prolétarienne en faisant des études au Balliol College d'Oxford, où il obtint un diplôme de sciences politiques et économiques. A certains moments on a pu croire que le sévère parlementaire, élu en 1948, allait se consacrer à l'histoire de la littérature. Cependant, tous ses travaux d'écrivain consacrés à Asquith, à Balfour puis à Clement Attlee ne l'éloignèrent pas du domaine politique. En fait, le « distanciel » dont l'accuse la gauche n'a jamais été qu'un prétexte pour combattre l'homme considéré comme le champion de la « social-démocratie », plutôt que du marxisme orthodoxe. M. Jenkins, en tout cas, est resté fidèle aux attitudes modérées et pragmatiques des dirigeants travaillistes : comme Clement Attlee et Hughes Gaitskell. La plupart des experts en finances sont d'accord pour reconnaître qu'il a été (de 1957 à 1970) le meilleur chancelier de l'Echiquier (ministre des finances) que le Royaume-Uni ait connu, au moins depuis la guerre. Et depuis que les travaillistes sont revenus au pouvoir en 1974, M. Jenkins a été aussi sur le point d'être considéré comme le meilleur ministre de l'Intérieur, bien que dans cette dernière tâche il ait été une fois encore l'objet de campagnes hostiles de l'extrême gauche.

M. Jenkins espère donner une impulsion nouvelle à la politique européenne. Il aurait souhaité se trouver à la tête d'une commission comprenant moins de fonctionnaires et plus d'hommes politiques ayant du poids dans leur propre pays. A cet égard, son doute, ses espérances ont été quelque peu déçus. Il ne tardait pas en conclusion que ce revers diminuerait son dynamisme. Attaché aux principes, M. Jenkins ignore pas les réalités. L'un de ses célèbres aphorismes — lorsqu'il prononce ses Communions son premier discours comme ministre de l'Intérieur — est qu'il est toujours « très dangereux de considérer la perfection comme l'ennemi du bien ».

JEAN WETZ.

### M. DE GUIRINGAUD SE RENDRA A MOSCOU EN MAI

De notre correspondant

Moscou. — M. de Guiringaud fera certainement une visite à Moscou au printemps prochain, sans doute fin mars. Le ministre français des Affaires étrangères, qui avait rencontré M. Gromyko, son homologue soviétique, à la fin de septembre à New-York, à l'occasion de l'Assemblée générale des Nations unies, ne s'est encore jamais rendu en U.R.S.S. en sa qualité de ministre. Le dernier voyage à Moscou de son président, M. Schuman, remonte au mois de juillet 1955. Quant à M. Gromyko, il s'est rendu à Paris en visite officielle au mois d'avril dernier.

Le voyage de M. de Guiringaud en U.R.S.S. permettra de terminer les préparatifs de la visite officielle que M. Lomax Brejnev doit effectuer en France, à sans doute au commencement de l'été, pour reprendre les paroles de M. Giscard d'Estaing. La presse soviétique n'a encore donné aucun détail sur cette visite, mais elle a fait résonner plusieurs allusions à l'« accord » intervenu à son sujet. Aucun sommet franco-soviétique n'a eu lieu en 1976. La dernière rencontre de M. Brejnev et Giscard d'Estaing remonte au mois d'octobre 1975, lorsque le président de la République s'était rendu en Union soviétique.

Il sera typiquement question de motifs de réconciliation franco-soviétique. C'est le 12 janvier que se réunira à Paris la petite commission de coopération. Le 12, sera inaugurée à Moscou (Pravda-Démo), en présence

de M. Giscard d'Estaing, une presse d'une puissance exceptionnelle construite pour l'Union soviétique. Moscou sera représentée par M. Kirilov, vice-premier ministre et président du comité d'Etat pour le développement de la science et de la technique. — J.A.

### LE ZAÏRE RECONNAÎT LE GOUVERNEMENT ANGOLAIS

Kinshasa (Reuter). — Le Zaïre a reconnu, ce jeudi 6 janvier, la République populaire d'Angola, a annoncé l'agence gouvernementale Zaïre Presse. Le président Mobutu, qui avait soutenu la F.M.L.A. pendant la guerre civile angolaise, a officiellement fait état de cette reconnaissance alors qu'il recevait le corps diplomatique venu lui présenter ses vœux. Les deux pays ont établi des relations diplomatiques au niveau des ambassades.

[Cetle décision met le point final à un processus de réconciliation amorcé en février 1976 par les accords de Brazzaville. Un communisme commun avait à l'époque souligné la volonté des deux pays de « normaliser leurs relations bilatérales ». Cet accord avait également mis en place une commission mixte chargée d'étudier les modalités techniques de cette « normalisation ».]

### Canada

#### UN NOUVEL HEBDOMADAIRE QUÉBÉCOIS VA FOURNIR UNE TRIBUNE A LA CAUSE INDÉPENDANTISTE

(De notre correspondant.)

Montréal. — Un nouvel hebdomadaire intitulé le Jour fournira, à partir du 4 février, une tribune aux idées favorables à l'indépendance du Québec et à la social-démocratie. Un quotidien ayant le même nom et la même orientation avait été créé, le 26 février 1974, par des sympathisants du parti québécois et avait cessé de paraître le 27 septembre 1976, à la suite de graves difficultés financières.

Le nouvel hebdomadaire sera publié par une société qui va être constituée sous la raison sociale Le Jour Inc. Son capital sera détenu par une autre société à but non lucratif, Les Amis du Jour Inc. Cette dernière a lancé une campagne de financement qui vise à récolter 165 000 dollars. L'hebdomadaire héritera des dettes du quotidien, mais n'aurait aucun lien financier avec l'ancien gouvernement du Québec ou avec le parti québécois.

Le directeur de la publication sera M. François Dagenais, économiste, ancien directeur du service de recherche de l'Union des producteurs agricoles du Québec. Mme Evelyn Dumas, qui faisait partie de l'équipe de l'ancien quotidien le Jour, sera la rédactrice en chef.

ALAIN-MARIE CARON.

### Dans un rapport de la commission du tiers-monde

#### ON ASSASSINE L'ÉGLISE CATHOLIQUE D'AMÉRIQUE LATINE

affirme l'épiscopat helvétique

(De notre correspondant.)

Genève. — La commission du tiers-monde de l'Eglise catholique, mandatée par l'épiscopat de Genève, a récemment dressé dans un rapport les persécution dont font l'objet les Eglises catholiques en Amérique latine. Ce texte rassemble un certain nombre de faits qui ont eu lieu en Argentine, au Brésil, au Chili, au Guatemala, au Honduras, au Mexique, au Paraguay et au Uruguay.

La commission déclare qu'un plan de luttes a été élaboré, l'idée d'exterminer l'ensemble des Eglises du continent latino-américain. Selon les auteurs du texte, la vague de répression peut s'étendre, désormais, à toute l'Amérique latine, les territoires et les assassinats de prêtres étaient des faits certes dramatiques mais isolés. Ils pourraient, désormais, faire partie d'une stratégie d'ensemble.

Les auteurs du rapport lancent, enfin, un appel aux catholiques européens : « Nous ne pouvons plus attendre passivement que l'on assassine impunément l'Eglise latine-américaine ; l'Eglise nous ordonne de résister. Nous n'avons pas le droit de nous cantonner dans la neutralité. Il est de notre devoir de soutenir efficacement et concrètement l'Eglise latine-américaine et de nous insérer dans les actes de résistance qui sont perpétrés au nom de la défense de notre civilisation occidentale (C.). »

— L.V.

### Prochain article :

#### DES MILITAIRES DIVISÉS DES CIVILS DÉSEMPARÉS

# Italie

## au point de « l'Observateur »

### Le « siège » juge « irresponsables » l'Europe sur ses « spéculations »

De notre correspondant

« L'Europe » est jugée « irresponsable » par le « siège » de l'Observateur. Le journal italien, dans son numéro du 6 janvier, critique la position de l'Europe face à la situation en Italie. Il accuse l'Europe de spéculations et de manœuvres politiques. Le texte est signé par un journaliste de l'Observateur, un journal influent de gauche.

### Officiers

« Les officiers » sont critiqués pour leur rôle dans la situation en Italie. Le texte souligne leur manque de responsabilité et leur implication dans des opérations militaires. Il appelle à une réforme de l'armée italienne.

### Arabie Saoudite

« L'Arabie Saoudite » est abordée sous l'angle de sa politique internationale. Le texte analyse les relations entre l'Arabie Saoudite et les autres pays du Moyen-Orient, ainsi que son rôle dans les affaires arabes.

### A travers le monde

« Dix-sept militants de l'Union socialiste des forces populaires » sont mentionnés dans un article. Le texte relate les activités de ces militants et leur engagement dans la lutte pour la justice sociale.

### Malte

« Malte » est le sujet d'un article qui traite de la situation politique et sociale de l'île. Le texte mentionne les tensions entre les forces pro-indépendance et les forces pro-réunion à la Grande-Bretagne.

### Maroc

« Le Maroc » est abordé sous l'angle de sa politique étrangère. Le texte analyse les relations du Maroc avec les autres pays du Maghreb et du monde arabe.

### Pakistan

« Le Pakistan » est le sujet d'un article qui traite de la situation politique et sociale du pays. Le texte mentionne les tensions entre les provinces et le gouvernement central, ainsi que les relations avec l'Inde.







# AFRIQUE

## République Sud-Africaine

### Rentrée scolaire à Soweto

#### Des lycéens noirs craintifs, mais résolus...

Johannesburg. — Soweto a connu, à nouveau, mercredi 5 janvier, le fourmillement des jours presque normaux. Pour les quelque cent quatre-vingt mille élèves de l'immense cité-dortoir africaine, c'était la rentrée des classes, celle-ci, habituellement, est fixée à la fin de janvier ou au début de février. Exceptionnellement, le gouvernement a décidé d'en avancer la date.

Hésitants et méfiant, pareils à des oiseaux qui craignent le danger, des écoliers et des lycéens arpentaient les rues et tournaient autour de leur école. Ils venaient et repartaient, guettant et épiant. Apparemment, pas de policiers aux alentours. Le chef de la police a respecté sa parole. Il y a bien quelques Africains en civil qui semblent veiller près des portails des lycées, mais cela n'a rien de bien inquiétant.

Au lycée d'Orlando, il y a été 8 heures, quelques professeurs sont déjà là. Le proviseur, M. Thamsanqa Kambule, leur souhaite la bienvenue et propose un emploi du temps pour l'année. Ils ne sont pas très bavards. Tous demandent si les élèves vont venir.

8 h. 10. Le début des cours aurait dû sonner il y a dix minutes et la cour carrée du lycée demeure désespérément vide. Mais non, voilà quelqu'un, Derreck, dix-huit ans, il rase les murs et se dirige vers une classe vide. Il ne reste pas très longtemps seul. Peu à peu, des camarades le rejoignent. Des garçons, en grande majorité. Les filles ont peur, confie Derreck. Pourrait-on dire que les lycéens ont peur ? « Les lycéens », répond-il brusquement.

« Ils ne portent pas ou rarement leur uniforme, pourtant obligatoire. On les appelle « school boys », disent-ils. Peu à peu, l'ambiance se détend et les lycéens répondent aux questions. Tel, qui a été arrêté et retenu pendant un mois sans être accusé de rien, par le capitaine de la police à Johannesburg, dit qu'il a subi des tortures. Lesquelles ? « L'insécurité », répond-il brusquement.

Tout le monde semble ignorer l'environnement : des bâtiments multicolores, six salles de classe et un laboratoire complétement détruits par le feu, des fenêtres brisées, les toits de tôle qui brulent dangereusement et le sol jonché de pierres et de livres calcinés. Seuls les tableaux noirs ont été épargnés par les flammes.

9 heures. Environ 25 % de l'effectif normal (pour cent élèves) attendent dans la cour. Un professeur sort de la classe, on se dirige lentement vers la plus grande des classes où attend le proviseur. « Nous devons choisir entre le pouvoir noir et les études, explique celui-ci. Personne ne veut la guerre et la violence, mais si les sommes dérangées par quoi que ce soit, mettons nos livres de côté ».

De notre correspondante

et allons-y. » Interrogé par ses élèves, il raconte comment il a été arrêté à 3 heures du matin vendredi 11 décembre. Il n'a été retenu que quelques heures, ce qui n'a pas été le cas de M. Lekgau Matlabathe, proviseur du lycée Morris-Issacson, fer de lance du mouvement étudiant, détenu comme le noyau du conseil représentatif des étudiants de Soweto (S.S.R.C.) (Tsetset Mashimbi, leader du S.S.R.C. qui s'est réfugié à Londres après les événements de juin y étudiait). M. Matlabathe est resté quatre mois en prison, du début août au 30 novembre 1976.

Les filles, elles, épousaient les bureaux. Le proviseur n'en croit pas ses yeux : 50 % des effectifs, c'est beaucoup si l'on tient compte du nombre de lycéens qui ont fui le pays, ces derniers mois, vers le Botswana ou le Swaziland.

« Si l'on n'a pas d'incident vendredi, tout le monde sera de retour », assure M. Matlabathe. Mais l'équilibre est fragile, rien n'est terminé. En effet, les lycéens n'ont toujours pas obtenu gain de cause. Plusieurs de leurs camarades sont encore emprisonnés et l'enseignement bantou reste en vigueur. Pourtant, récemment, M. C. Botha, ministre de l'éducation bantoue, a annoncé officiellement un certain nombre de réformes.

De cette année, il sera demandé aux parents qui inscrivent leurs enfants à l'école de promettre par écrit de ne pas les retirer avant d'avoir terminé le « standard 2 », qui représente quatre ans d'enseignement. En janvier 1978, les livres de classe seront gratuits pour les élèves de l'exception des quatre premières années. Pour réduire les effectifs, le gouvernement prévoit la formation d'un nombre plus important de maîtres. Il promet également d'améliorer leur qualification en facilitant les cours de formation pour adultes.

De plus, des lycéens devraient devenir établissements publics dans les prochaines années. Quand on parle de ces réformes aux lycéens, ils émettent de dire : « Des promesses on en a. Nous attendons de les voir se réaliser », s'exclame John, un lycéen de vingt ans.

Four M. B. Dlamane, secrétaire général de l'association des enseignants africains, la réforme est « insuffisante et a vingt ans de retard. L'enseignement doit être gratuit ». Contrairement à ce qu'on se passe pour les Blancs, les enfants noirs doivent, en effet, acheter en plus de leur uniforme, leurs livres et un droit de scolarité qui s'élève à 10 rand (60 F). Le gouvernement devrait prendre en charge toutes les écoles, pas seulement quelques lycées », commente M. Dlamane.

lense. M. Gaba Bathelzi, premier ministre du Bantouisme KwaZulu, attire pour sa part l'attention sur le fait que les homelanders ne seront pas concernés par ces changements.

« Soyez-vous combien nous sommes par classe ? » demande Connie, une lycéenne de dix-sept ans, « s'occupe et parfois même s'occupe-t-elle de la machine à Sowo est de cinquante-deux élèves par classe contre vingt dans les écoles blanches. On n'a pas de terrains de sports, et nous enseignement est au rabais ».

Dans une fiche éloquent, l'institut des relations raciales dresse le tableau de l'éducation bantoue. En 1976, l'état a dépensé 42,78 rands par élève blanc, 23,56 pour chaque jeune Africain, 12 % seulement des enseignants noirs ont les qualifications requises pour enseigner dans une zone blanche, et lorsqu'ils possèdent cette qualification, leur salaire n'atteint pas 60 % de celui de leurs collègues blancs. Aux classes surpeuplées s'ajoute un équipement rudimentaire et il n'y a pas de cuisine ni de cantine, et en théorie pas de chauffage », assure l'institut. Les résultats correspondent à la situation générale : en 1976, seuls neuf mille Africains ont eu leur « matricule » (baccalauréat). Si l'on reprend des statistiques de 1970, sur 15 millions d'Africains, seuls trente-sept mille seulement le matricule contre plus de sept cent cinquante-cinq mille des trois millions sept cent mille Blancs.

Ce que veulent les lycéens. Connus nous le résume en soulignant : « Les mêmes privilèges qu'eux. »

CHRISTIANE CHOMBEAU.

Une demande d'enquête en Namibie de l'Union Interparlementaire, accélérée après le décès de M. H. Dlamane, ministre de l'éducation bantoue, a été rejetée par le gouvernement sud-africain, a annoncé, mercredi 5 janvier, un porte-parole officiel à Pretoria. La mission d'enquête, qui devait comprendre des parlementaires d'Union soviétique, du Pakistan, du Zaïre, de Grande-Bretagne et de Finlande, prévoyait de séjourner dix jours en Namibie au cours du mois de janvier. — (A.F.P.)

# PROCHE-ORIENT

## Syrie

### TROIS HOMMES ACCUSÉS DE SABOTAGE ONT ÉTÉ PENDUS PUBLICQUEMENT

Damas (A.F.P., Reuter). — Quelques heures après avoir été condamnés à mort, pour avoir commis des actes de sabotage, trois hommes, un Palestinien et deux Syriens, ont été pendus en place publique, le premier à Damas, les deux autres à Alep, dans le nord du pays.

Un communiqué précise que les condamnés ont reconnu, au cours de leur procès, avoir reçu de l'Irak des armes, des explosifs et de l'argent.

L'un des suppliciés, Arb-Rabbu, avait été reconnu coupable d'avoir provoqué quatorze explosions sur des places et dans des bâtiments publics de Damas en septembre et octobre derniers. Selon le communiqué, il appartenait à l'organisation « Septembre noir ».

En outre, quatre Syriens ont été condamnés à la prison à vie et six autres à des peines allant de un à sept ans de prison. La plupart étaient accusés d'avoir provoqué des explosions à Alep l'été dernier.

[M. Khaddam, ministre des affaires étrangères syrien, avait été blessé dans un attentat le 1er décembre à Damas. Rappelons, d'autre part, qu'un commando palestinien avait attaqué, le dimanche 28 septembre 1976, un hôtel de Damas, le Sépharim. Le chef du commando avait été tué par les forces de l'ordre et les trois autres membres du groupe, faits prisonniers, avaient été condamnés le jour même et exécutés le lendemain 29 septembre.]

La Syrie aurait fait savoir aux Etats-Unis qu'elle comprend parfaitement l'impossibilité de réunir la conférence de Genève des mers, en raison, en particulier, des prochaines élections législatives en Israël, a indiqué mardi à janvier le Yedioth Ahronoth. Selon le quotidien de Jérusalem, qui se réfère à des sources israéliennes, Damas aurait précisé que l'essentiel n'est pas la date de la conférence de Genève mais sa réunion effective. La Syrie aurait ajouté qu'elle patientera, à condition que cette dernière ne soit pas retardée trop longtemps. — (A.F.P.)

## Egypte

### La visite de M. Bourges au Caire

#### Le renforcement de la coopération militaire avec la France dépend du concours financier de plusieurs États arabes

De notre correspondant

Le Caire. — Le général Gammassi, ministre égyptien de la défense, a confirmé à son collègue français, M. Bourges, en visite en Egypte depuis mardi 4 janvier, que les quatre pays arabes fondateurs de l'Organisation arabe industrielle (d'armement) (O.A.I.) auront en avril une réunion pour donner le coup d'envoi à cette entreprise, à laquelle la France a promis de prêter son concours technique.

Paris avait auparavant obtenu l'assurance ferme auprès de ses autres partenaires arabes (M. Bourges s'est rendu à Ryad en novembre) que le capital de 1 200 millions de dollars de l'O.A.I. constituée à parts égales par l'Arabie Saoudite, Qatar, les Emirats arabes unis et l'Egypte serait versé dès cette année. Le gouvernement égyptien a déjà mis à disposition les anciennes usines de la banlieue caennaise, qui représenteront en fait l'apport égyptien et où l'O.A.I. installera ses ateliers.

Plusieurs sociétés françaises (Dassault, Matra, SNECMA, Thomson C.S.F., SNIAS) devaient participer à cette entreprise. A cet effet, des accords déjà paraphés seront signés prochainement entre l'Egypte et les industriels français. Selon M. Bourges, « les chaînes de montage d'armement, dont le fonctionnement nécessitera la présence en Egypte de six ou sept cents Français et la formation d'Égyptiens en France, pourraient commencer à être installés dans un an, et les premières armes pourraient sortir des usines vers 1980 ». Pour l'instant, Français et Arabes se sont mis d'accord sur le principe de produire deux cents intercepteurs Mirage F-1 et quatre mille à cinq mille missiles Matra adaptables sur ces avions.

Ces appareils sont destinés aux armées de l'Egypte et des Emirats arabes unis. Par la suite, le Caire souhaiterait que l'O.A.I. fabrique d'autres catégories d'armements, par exemple des hélicoptères, des avions de combat. Ces matériels coûteraient plus cher que s'ils étaient directement achetés en France, mais les Arabes voient dans l'O.A.I. le moyen d'acquiescer une plus grande indépendance militaire.

Il n'est pas prévu que de nouveaux accords de livraisons directes d'armes soient signés pendant le voyage de M. Bourges en Egypte. Le général Gammassi n'a même pas évoqué avec son interlocuteur la question du Mirage 2000, avion qui au reste est encore loin d'être produit. En revanche, M. Bourges a confirmé que « les commandes égyptiennes d'un montant global de 5 milliards de francs », étaient en cours d'exécution. Il s'agit essentiellement d'hélicoptères Gazelle équipés de missiles antichar Hot, d'un système de radar Thomson-C.S.F. accolé à des missiles de défense antiaérienne et de quinze intercepteurs.

Le cabinet Rabin (comme le Parlement) restera en fonction jusqu'au 17 mai, au titre de gouvernement de transition, dont les attributions ne se limitent pas à l'attente des élections législatives. L'équipe en place gouvernera réellement et pourra prendre toute décision conformément aux principes adoptés par le Parlement au cours de sa législature. C'est ainsi, par exemple, que M. Rabin peut parfaitement envoyer une délégation à la conférence de Genève si elle devait se tenir avant les prochaines élections. En revanche, toute initiative nouvelle est exclue, car le gouvernement reste tributaire de la Knesset, même si cette dernière n'a pas le pouvoir de le renverser. On a même vu, cette semaine, une majorité se constituer pour voter, contre le vœu du gouvernement, une réglementation sur l'arbitrage obligatoire dans les conflits sociaux.

M. Rabin s'était débarrassé, comme il était en droit de le faire, de ses partenaires religieux qui avaient voté contre le gouvernement, rompant ainsi l'unité de coalition. Les libéraux indépendants, représentés par deux ministres, ont, par la suite, décidé de quitter de leur plein gré le gouvernement, mais leur démission n'a pas été déposée dans les limites de quarante-huit heures précédant celle de tout le gouvernement. Ce dernier a alors saisi la Haute Cour de justice dans le but d'imposer aux libéraux indépendants une solidarité ministérielle dont ils ne veulent plus. Cette même cour a été saisie d'une requête privée tendant à démontrer l'irrégularité de la révocation des ministres religieux. La décision de la haute instance judiciaire est prévue pour le vendredi 7 janvier, et c'est alors que l'on saura exactement qui fait partie du gouvernement Rabin.

ANDRÉ SCAMAMA.

### La France et la création d'un État palestinien

#### JÉRUSALEM DEMANDE DES ÉCLAIRCISSEMENTS À PARIS

Jérusalem (A.F.P.). — M. Allon, ministre israélien des affaires étrangères, a demandé mardi 4 janvier des éclaircissements à M. Herlihy, ambassadeur de France en Israël, sur des déclarations faites le 28 décembre à France-Inter par M. de Guiringaud. Le chef de la diplomatie française avait dit que Paris « est tout à fait favorable à la création d'un État palestinien ».

M. Allon a réaffirmé l'hostilité catégorique de Jérusalem à la création d'un État palestinien entre Israël et la Jordanie. Il a déploré que la France se prononce maintenant en faveur de la création d'un tel État, au moment où le prestige de l'O.L.P. est, à son avis, sensiblement affaibli.

[An Quel d'Orsay, comme l'ambassade de France à Tel-Aviv, on rappelle que le ministre français des affaires étrangères s'est déjà prononcé à plusieurs reprises sur la création d'un État palestinien, notamment devant l'Assemblée nationale et à l'Assemblée générale des Nations unies. On précise que, dans ses déclarations à France-Inter, M. de Guiringaud a fait valoir d'une part que la création d'un État palestinien ne devrait en rien porter atteinte à l'existence et à la sécurité d'Israël, d'autre part que les frontières structurelles d'un tel État devraient être déterminées par des négociations entre les parties concernées.]

● L'assassinat de Mahmoud Saleh. — M. Ezzeddine Kalak, chef du bureau de l'O.L.P. à Paris, a tenu, mercredi 5 janvier, une conférence de presse consacrée à l'assassinat à Paris du militant palestinien Mahmoud Saleh. Il a annoncé que la direction de l'O.L.P. allait adresser un mémorandum au gouvernement français pour lui demander d'envoyer une délégation à Paris pour prendre des contacts.

## Israël

### Les élections législatives auront lieu le 17 mai

De notre correspondant

Jérusalem. — Seule habilitée à prononcer la dissolution de la Knesset, a adopté, mercredi 5 janvier, en troisième lecture, le projet de loi qui fixe, et à cet effet, et a fixé en même temps la date des prochaines élections.

C'est le 17 mai que les Israéliens seront appelés à désigner leur nouvelle Knesset. Le Parlement à chambre unique comptant cent vingt députés. Normalement, c'est en novembre que la consultation aurait dû dénouer, mais le fait que dix députés du parti national religieux de la coalition gouvernementale sont passés à l'opposition n'a pas permis de décaler une majorité.

Le cabinet Rabin (comme le Parlement) restera en fonction jusqu'au 17 mai, au titre de gouvernement de transition, dont les attributions ne se limitent pas à l'attente des élections législatives. L'équipe en place gouvernera réellement et pourra prendre toute décision conformément aux principes adoptés par le Parlement au cours de sa législature. C'est ainsi, par exemple, que M. Rabin peut parfaitement envoyer une délégation à la conférence de Genève si elle devait se tenir avant les prochaines élections. En revanche, toute initiative nouvelle est exclue, car le gouvernement reste tributaire de la Knesset, même si cette dernière n'a pas le pouvoir de le renverser. On a même vu, cette semaine, une majorité se constituer pour voter, contre le vœu du gouvernement, une réglementation sur l'arbitrage obligatoire dans les conflits sociaux.

M. Rabin s'était débarrassé, comme il était en droit de le faire, de ses partenaires religieux qui avaient voté contre le gouvernement, rompant ainsi l'unité de coalition. Les libéraux indépendants, représentés par deux ministres, ont, par la suite, décidé de quitter de leur plein gré le gouvernement, mais leur démission n'a pas été déposée dans les limites de quarante-huit heures précédant celle de tout le gouvernement. Ce dernier a alors saisi la Haute Cour de justice dans le but d'imposer aux libéraux indépendants une solidarité ministérielle dont ils ne veulent plus. Cette même cour a été saisie d'une requête privée tendant à démontrer l'irrégularité de la révocation des ministres religieux. La décision de la haute instance judiciaire est prévue pour le vendredi 7 janvier, et c'est alors que l'on saura exactement qui fait partie du gouvernement Rabin.

ANDRÉ SCAMAMA.

# ASIE

## Chine

### Des affiches favorables au « camarade Teng Hsiao-ping » sont apparues au centre de Pékin

Pékin (A.F.P.). — Des affiches en grands caractères apparues ce jeudi 6 janvier dans le centre de Pékin accusent « la bande des quatre » d'avoir « profité » des événements d'avril 1976 pour « attaquer le camarade Teng Hsiao-ping ».

Les auteurs de ces affiches se présentent comme les « successeurs » de la « bande des quatre », a été affirmé par les journaux communistes par les mots « Redressons la vérité historique déformée par la bande des quatre ». De nombreux Pékinois étaient massés devant elles, jeudi, prenant des notes et les commentant avec animation.

D'autre part, un porte-parole a affirmé mercredi que les articles de la presse étrangère faisant état de troubles, « à l'heure actuelle », dans certaines provinces, étaient sans fondement. Le « complet de la bande des quatre » a été « écrasé d'un seul coup, sans qu'une seule balle ait été tirée ni une seule goutte de sang versée », a dit le porte-parole.

manifestations de la place Tian An-men. Le fait que des textes en faveur du « camarade » Teng Hsiao-ping, puissent apparaître maintenant au cœur de Pékin, sur l'avenue de Paix-Eternelle, renforce l'hypothèse d'une prochaine réhabilitation.

Signés par des inconnus qui se présentent comme les « successeurs » de la « bande des quatre », ces affiches commencent par les mots « Redressons la vérité historique déformée par la bande des quatre ». De nombreux Pékinois étaient massés devant elles, jeudi, prenant des notes et les commentant avec animation.

D'autre part, un porte-parole a affirmé mercredi que les articles de la presse étrangère faisant état de troubles, « à l'heure actuelle », dans certaines provinces, étaient sans fondement. Le « complet de la bande des quatre » a été « écrasé d'un seul coup, sans qu'une seule balle ait été tirée ni une seule goutte de sang versée », a dit le porte-parole.

### Maintenant, les cars pour Roissy partent tous de la Porte Maillot: c'est le chemin le plus court.

Pour Roissy, départ tous les 1/4 d'heure de 6 h à 23 h. Pour Orly, aucun changement, les cars partent toujours des Invalides.

AIR FRANCE

هكذا من الأصل

# Armes

## N

Le renforcement de la coopération militaire avec la France dépend du concours financier de plusieurs États arabes

Le renforcement de la coopération militaire avec la France dépend du concours financier de plusieurs États arabes

Le renforcement de la coopération militaire avec la France dépend du concours financier de plusieurs États arabes

# UN NOUVEAU

## A METZ

Ouverture le 3 janvier au cœur de la ville dans le vie Saint-Jacques. 115 chambres insonorisées, climatisées. 2 restaurants, le Metz et le Rabelais. Salons de réception. Garage. Sofitel Jacques Borel Centre Saint-Jacques Place Paraiges 57000 Metz Tél. (87) 74 57 27 Télex 930 328

36 hôtels en France et en B

# COMPTABILITÉ INDEXÉE

qui n'exposera plus ces milieux à des surprises d'autant plus redoutables qu'elles sont inattendues, et ne peuvent pas être décelées par une gestion traditionnelle. L'enseignement de la comptabilité indexée est un enseignement d'avenir.

# SORTIR de L'INFLATION

que l'envoie par poste tous pays, par avion si c'est outre-mer, contre versement à l'avance d'une participation d'au moins 100 francs. Une partie pédagogique permet à quiconque sait déjà établir des bilans en comptabilité - à partie double - de s'instruire lui-même en moins d'une semaine.

Depuis début novembre 1976 des patrons, en divers pays, ont décidé de clore l'exercice 1976 en comptabilité indexée, ou, tout au moins, de comparer le résultat légal, actuellement monnaie d'acier, au résultat réel. Beaucoup, hélas ! constateront que le résultat réel est un déficit, alors que le résultat légal est un bénéfice. Ces patrons sont généralement encouragés par des banquiers, des étudiants, des professeurs, des conseillers de direction.

Je souhaite aider des entreprises de France, Belgique, Suisse, Luxembourg, à commencer, en comptabilité indexée, la clôture de l'exercice 1976. J'invite les entreprises intéressées à se faire connaître.

Émile KRIEG, 7, rue d'Anjou. — 75008 PARIS. Membre de l'Association pour la Constatation des Sciences Économiques et Sociales. Academic Member of the American Institute of Management C.C.P. 1030-11 Paris - Tél. (1) 265-58-76



# ENQUÊTE

## Armes en tous genres

### IV. — Mécomptes... à numéros

par MAURICE DENUZIERE

Le commerce des armes, qu'il relève des transactions internationales ou du trafic, met en jeu des sommes considérables et ne va pas sans le versement de pots-de-vin pudiquement dénommés « rémunérations des concours étrangers » par les contractants (« le Monde » des 4, 5 et 6 janvier 1977).

Il arrive que l'administration des douanes mette en lumière des procédures que les intéressés préféraient tenir à l'abri des indiscretions.

Le douanier français qui, en février 1973, interpella un citoyen libyen à la frontière suisse, ne se doutait certes pas que cette inspection routinière allait avoir des conséquences inattendues. L'interpellé détenait des papiers établissant que des sommes importantes étaient passées en Suisse au titre de commissions, qui à l'occasion des grands marchés internationaux, se répartissent entre les « concours étrangers ». Ces transferts auraient eu lieu dans de telles conditions qu'ils semblaient constituer, sans termes de la loi, une infraction à la réglementation sur les changes. L'affaire fut confiée à la Direction nationale des enquêtes douanières, et l'inspecteur central, assisté d'un collègue, fut désigné pour mener des investigations.

Celles-ci durèrent longtemps, et permirent au douanier d'établir, que à l'occasion d'un marché de 270 millions de dollars passé entre le gouvernement libyen et la société Thomson-C.S.F. pour la fourniture de missiles sol-sol Crotales et de radars de recherches Albatros, une somme de 71,3 millions de francs avait été versée au compte de la banque suisse (cf. l'article de J.-M. Quatrepoint dans le Monde du 17 novembre). Ainsi 23 653 000 F avaient été versés au cours de l'année au compte n° 7431 (nom de code Balma), qui est celui, au Crédit commercial de France, à Genève, de la société UFGCO dont le siège est à Vaduz (Liechtenstein).

Dans le même temps, 32 969 000 F étaient parvenus au compte 7440 (nom de code Muna), qui est celui de la société Enginfinco, dont le Mansour El Fithouri Ben Barka est le gérant.

D'autres fonds, de l'ordre de 20 millions de francs, avaient été versés à un autre compte à numéro de la banque suisse à Genève. L'inspecteur central de la D.N.E.D. imagina tout de suite la supercherie d'une série de fausses commissions prétendument versées à des intermédiaires-écrans, dans le simple but de mettre à l'abri, en Suisse, des capitaux devant échapper au fisc. L'enquêteur savait en effet que le gouvernement libyen exige que soit respectée une clause figurant dans tous les contrats qu'il signe, à savoir que ceux-ci doivent être conclus et honorés sans le concours d'aucun intermédiaire, ni versement de commission à quiconque. Si la clause figure souvent dans d'autres contrats, elle n'est que rarement respectée. Seuls les acheteurs libyens, royauté ou régime, et ce à la demande expresse du colonel Kadhafi, se montraient intraitables.

Il faut savoir que l'intermédiaire en matière de commerce d'armes a une utilité universellement reconnue par les parties. Son intervention permet en effet la distribution de fonds à des gens qui n'ont aucun droit, car les commissions qu'on lui attribue ne restent pas toutes à sa disposition. Le fait que l'on oppose à certaines de ses curiosités le secret

défense, qui couvre souvent les marchés d'armes, aggrave les soupçons du douanier. « Pas étonnant que mon rapport soit enterré », pensa-t-il, et il s'ouvrit malencontreusement de l'affaire à un ancien négociant en armes. Ce dernier, qui avait peut-être quelques comptes à régler, encouragea le douanier à aller tout raconter aux libyens et lui donna l'adresse d'un homme censé avoir la confiance du colonel Kadhafi. Le représentant libyen fut impressionné par les révélations du naïf douanier, mais pour des raisons différentes de celles qui avaient suscité les confidences du fonctionnaire français. L'interlocuteur du douanier proposa à celui-ci, au mois de décembre 1974, de lui « acheter » son rapport en même temps que son silence. Devant l'indignation du fonctionnaire, le libyen proposa alors de le lui échanger contre des informations sur les noms et qualités des Français qui « touchaient » derrière l'écran des comptes à numéros libyens.

Cette décadence des mœurs qui atteint toutes les couches de la société avait déjà, semble-t-il, rompu quelques consciences libyennes. Bref, l'inspecteur B., recherchant un homme intègre, n'avait pas trappé à la bonne porte.

#### La faute de l'inspecteur

Désolé d'avoir fait un faux pas, l'inspecteur B., continuait à grossir quand il découvrit que ses supérieurs avaient eu connaissance de sa démarche intempestive. C'était, à n'en pas douter, un cas de révocation pur et simple et, au demeurant, parfaitement justifié. Il confessa sa faute, prévint son délégué syndical et attendit. Or, pour l'incompréhensible, les choses s'arrangèrent moins mal qu'on pouvait le craindre. Après un congé de trois mois, l'inspecteur central B. fut envoyé en province. Il contrôle aujourd'hui les camions qui roulent vers le nord dans un département voisin.

Que s'est-il vraiment passé ? Il est acquis que des commissions ont été versées à des inter-

médiaires ayant des comptes en Suisse. Contrairement à ce que pensent certains, le dossier constitué par l'inspecteur B. n'a pas été enterré, mais la douane n'a pour le moment aucune preuve que de l'argent soit parvenu par le biais des commissions à des Français, grâce à quelques complicités libyennes.

Il est certain que l'affaire des faux Starton, révélée dans le Monde du 25 décembre, donne un éclairage nouveau aux relations privilégiées qui peuvent se nouer, à l'occasion de marchés officiels, entre des gens bien décidés à tirer profit de leurs positions influentes aux carrefours où passe l'argent.

On sait que, pour faciliter l'exportation des productions françaises, notamment dans le domaine de l'armement, la direction des relations économiques extérieures accepte de faciliter la sortie de capitaux destinés à rémunérer les services d'étrangers influents qui ne tiennent pas à ce que leur gouvernement sache comment ils arrondissent large-

ment leurs fins de mois ! Mais la direction des relations économiques extérieures n'a-t-elle pas, elle-même, été flouée dans cette affaire ? Le commerce des armes met en jeu des capitaux si importants que les candidats au partage du gâteau sont nombreux et prêts à prendre des risques pour ramasser des miettes qui s'évaluent au poids de l'or.

#### L'argent facile

De telles pratiques ont tendance aujourd'hui à gagner le marché des produits de consommation courante. Elles se développent dans un temps où l'incertitude du lendemain grandit pour tous ceux qui ont l'habitude de l'argent facile. Elles sont aussi de nature à compromettre à terme

l'usage commercial des plus honnêtes entreprises. C'est pourquoi, sans vouloir introduire une notion de moralité dans un milieu où celle-ci constitue quasiment un handicap face à la concurrence étrangère, il serait bon que l'administration, pour son indépendance, aille jusqu'au bout de ses enquêtes, sans se soucier des dégâts qu'elle peut occasionner.

Tout comme ce brave douanier qui a cru bien remplir sa fonction, les citoyens aimeraient savoir dans cette affaire, où l'on parle de fonds secrets destinés à tel ou tel parti — sans en avoir la preuve — où l'on met en cause des gens — peut-être injustement soupçonnés — qui, en fin de compte, comme on dit vulgairement, de « porter le chapeau ». M. Poniatski, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, détient depuis plusieurs mois le dossier de cette affaire et celui des faux Starton. (Voir le Monde du 25 décembre 1976.) Le S.D.E.C.E., la D.S.T. et la Sécurité militaire ont été informés des découvertes de l'administration des douanes. De quoi tout de même savoir un jour la vérité !

FIN

#### PUBLICATIONS JUDICIAIRES

Par arrêt en date du 3 juin 1976 (pourvoi rejeté le 20 janvier 1977), la 9<sup>e</sup> Chambre de la Cour d'Appel de PARIS a condamné le nommé DUBAUD Louis, né le 22 février 1900 à PARIS (14<sup>e</sup>), restaurateur, demeurant à JOINVILLE-LE-PONT (94), 82, quai de la Marne, à huit mois d'emprisonnement avec sursis, 4.000 F d'amende, et au paiement des droits fraudés, et des pénalités fiscales y afférentes, pour fraude fiscale (contusion volontaire de passation d'écritures, comptabilité irrégulière, ventes sans factures).

Par arrêt en date du 26 octobre 1976, la 9<sup>e</sup> Chambre de la Cour d'Appel de PARIS a condamné le nommé CHAUD Claude, né le 4 mai 1928, à BOVIS (80), actuellement retraité, au moment des faits commettant, dem. à BUTHY (85), 11, rue de Voltaire, à six mois d'emprisonnement avec sursis et dix mille francs d'amende, pour passation d'écritures inexactes ou fictives.

#### Egypte

#### M. Bourges au Caire

#### opération militaire avec la France

#### financier de plusieurs États arabes

#### Le correspondant

Ce n'est pas la seule fois que le ministre de l'Armement, M. Bourges, se rendra au Caire. Le 10 janvier, il y sera de nouveau, pour assister à la signature d'un accord de coopération militaire franco-égyptienne, qui prévoit l'envoi de l'O.A.L. à l'entraînement en Égypte, et la fourniture de matériel militaire par la France.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ

#### La France et la création d'un État palestinien

#### JERUSALEM DEMANDE DES ÉCLAIRCISSEMENTS À PARIS

Jérusalem (A.F.P.). — M. Allon, ministre israélien des affaires étrangères, a demandé au 1<sup>er</sup> janvier des éclaircissements à M. Bourges, ambassadeur de France en Israël, sur des déclarations faites le 26 décembre à Paris, par M. de Guiringaud, chef de la diplomatie française, au sujet de la création d'un État palestinien.

M. Allon a réaffirmé l'attachement de l'État d'Israël à la création d'un État palestinien, mais a insisté sur le fait que, pour le moment, il n'y a pas de projet de loi en ce sens. Il a souligné que la France, en tant que membre du Conseil de Sécurité, a le droit de s'exprimer sur ce sujet, mais qu'elle ne doit pas imposer sa volonté à d'autres États.

Il a également souligné que la France, en tant que membre du Conseil de Sécurité, a le droit de s'exprimer sur ce sujet, mais qu'elle ne doit pas imposer sa volonté à d'autres États.

Il a également souligné que la France, en tant que membre du Conseil de Sécurité, a le droit de s'exprimer sur ce sujet, mais qu'elle ne doit pas imposer sa volonté à d'autres États.

#### Israël

#### réuniront lieu le 17

#### Le correspondant

Le cabinet de M. Bourges, ministre de l'Armement, a annoncé que le 17 janvier, il se réunira avec les représentants des États arabes, pour discuter de la coopération militaire franco-arabe.

ANDRÉ SCHAMMA

## UN NOUVEAU



## A METZ

Ouverture le 3 janvier au cœur de la ville dans le vieux quartier Saint-Jacques.

115 chambres insonorisées et climatisées. 2 restaurants, le Café de Metz et le Rabelais. Salons de réunions et de réceptions. Garage.

Sofitel Jacques Borel  
Centre Saint-Jacques  
Place Paraiges  
57000 Metz  
Tél. (87) 74 57 27  
Télex 930 328



36 hôtels en France et en Belgique

## UN NOUVEAU

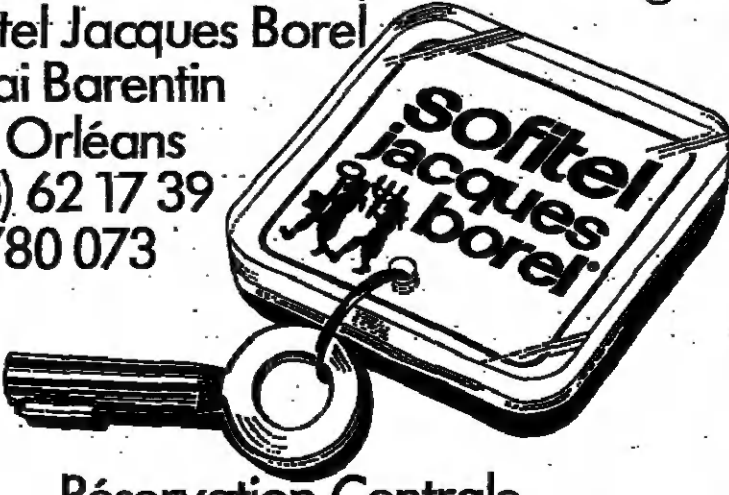


## A ORLEANS

Ouverture le 24 Janvier du 1<sup>er</sup> hôtel 4 étoiles d'Orléans, au cœur de la ville, au bord de la Loire.

110 chambres insonorisées et climatisées. 2 restaurants, le Café d'Orléans et la Venerie. Salons de réunions et de réceptions. Garage.

Sofitel Jacques Borel  
46, quai Barentin  
45000 Orléans  
Tél. (38) 62 17 39  
Télex 780 073



Réservation Centrale  
Paris 657.11.43 Télex 200 432



# POLITIQUE

## Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi matin 5 janvier au palais de l'Élysée sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing. Au terme de la séance, le communiqué officiel suivant a été rendu public :

### ● L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE

Le conseil des ministres a adopté un projet de loi autorisant la ratification du protocole portant amendement de la convention relative à l'aviation civile internationale du 14 décembre 1944, signée à Montréal le 16 octobre 1974.

Ce protocole prévoit, en raison de l'accroissement du nombre des pays membres de l'organisation, que le conseil permanent, élu par l'assemblée, est porté de treize à trente-trois membres.

### ● UNE CONVENTION FRANCO-AUSTRIENNE

Le conseil des ministres a adopté un projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de l'Autriche tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signé à Vienne le 13 avril 1976.

### ● LE RÔLE DES CADRES

Le ministre du travail a présenté une communication sur la situation des cadres dans les entreprises. Par les responsabilités qu'ils exercent, les cadres tiennent une place essentielle dans le fonctionnement des entreprises et le développement économique national. En outre, intermédiaires naturels entre l'ensemble des salariés et le chef d'entreprise, ils jouent un grand rôle dans la politique sociale des entreprises.

An moment où la France doit s'adapter pour faire face à des contraintes nouvelles, les cadres constituent ainsi le facteur le plus important du progrès économique et de l'équilibre social du pays.

Les dispositions au cours de préparation pour contribuer aux réformes dans les entreprises permettront aux cadres de mieux assurer leurs fonctions et de renforcer, ainsi, leur place dans l'entreprise. Il en sera ainsi du bilan social qui leur donnera le moyen de mieux évaluer la politique sociale suivie dans leur entreprise. De même, le projet de loi sur la co-surveillance prévoit que la désignation des salariés au conseil de surveillance devra comprendre au moins un cadre. Enfin, les modalités prévues pour assurer l'information économique du comité d'entreprise et la possibilité qui sera donnée à celui-ci de saisir le conseil d'administration ou de solliciter de ses préoccupations concernant l'évolution de l'entreprise fourniront tout particulièrement aux cadres le moyen d'être mieux associés à la vie de celle-ci.

Le gouvernement rappelle enfin l'importance de la déclaration

commune publiée par le C.N.F.F. et la C.G.C. du 3 juillet 1974 et qui recommande la création dans les entreprises de commissions de concertation devant permettre au personnel d'encadrement d'être informé et consulté régulièrement et d'aider ainsi à la préparation des décisions. De telles commissions ont déjà été créées dans un certain nombre d'entreprises. Le gouvernement souhaite la multiplication d'initiatives de ce type, qui permettront aux cadres de participer plus complètement à la vie des entreprises.

(Lire page 7.)

### ● PROTECTION DE L'ENTREPRISE CONTRE LA POLITISATION

Le ministre du travail a également rappelé que les partis politiques ne peuvent légalement exercer d'activités au sein de l'entreprise. Le respect de cette règle est indispensable pour que l'activité des institutions sociales et notamment syndicales, auxquelles la loi reconnaît l'existence et des moyens d'action, ne soit pas déformée de sa finalité. Le gouvernement prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer la neutralité politique dans l'entreprise qui est la condition de la liberté des travailleurs et la garantie de leurs droits.

Le président de la République a déclaré à ce sujet : « Il n'y a qu'en France qu'on assiste actuellement à une tentative de politisation des entreprises. Cette tentative est

contraire à la nature de l'entreprise, qui doit rester un lieu de travail conservant son caractère de neutralité politique et où les préoccupations des travailleurs s'expriment par le vote des organisations syndicales, et par les institutions représentatives de la vie de l'entreprise ».

(Lire page 7.)

### ● SITUATION DANS LE T.F.A.L.

Le secrétaire d'État aux départements et territoires d'outre-mer a fait le point de la mise en place des diverses mesures décidées par le gouvernement pour préparer l'évolution du territoire français des Antilles et des Indes vers l'indépendance.

### ● TOUR DE TABLE SUR LA POLITIQUE EXTÉRIEURE

Le président de la République a invité les ministres à poursuivre l'examen, commencé lors du précédent conseil, des grands problèmes de la politique du gouvernement qui se sont posés en 1976 et qui se posent en 1977 par ceux de la politique extérieure.

« La discussion », a précisé M. Jean-Pierre Lecat, porte-parole de l'Élysée, a d'abord porté sur la politique économique et sociale. MM. Durafour, Baby, Rossi ont notamment intervenus. Le conseil a ensuite débattu, après un exposé liminaire de M. de Guiringaud, des orientations de la politique extérieure de la France en 1977 ».

## Le calendrier gouvernemental

Le conseil des ministres a établi le programme des communications qui seront présentées en janvier et en février :

13 JANVIER. — Thème : la culture. Communications du secrétaire d'État à la culture sur le bilan et les perspectives de la politique culturelle et sur la politique de la commande publique. Communication du ministre de l'Industrie et de la recherche sur l'équipement informatique des administrations.

19 JANVIER. — Thème : le développement économique. Communications du secrétaire d'État aux P.T.T. sur le bilan de l'opération du programme téléphonique ; du ministre de l'Industrie et de la recherche sur le bilan de l'action en faveur de la petite et moyenne industrie, et du ministre de l'Agriculture sur l'application de l'aide aux agriculteurs victimes de la sécheresse.

26 JANVIER. — Thème : l'inflation. Communication du premier ministre sur l'application du plan de lutte contre l'inflation et sur les entreprises publiques. Communication du ministre du travail sur le bilan des mesures prises en faveur de l'emploi des jeunes et des cadres.

2 FEVRIER. — Thème : les

droits politiques. Communication du ministre d'État, ministre de l'Intérieur, sur la réforme du régime électoral applicable aux Français de l'étranger en vue des élections législatives, et du ministre des Affaires étrangères sur l'application des accords d'El-Eink.

9 FEVRIER. — Thème : la jeunesse, les sports et les loisirs. Communication du ministre de l'Éducation sur les programmes des collèges et les rythmes scolaires. Communications du secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports sur la politique sportive et les loisirs des jeunes.

16 FEVRIER. — Thème : la promotion sociale et la seconde chance. Communications sur le livre d'épargne des travailleurs manuels ; l'accès des élèves de l'enseignement technique aux grandes écoles ; les filières de la promotion sociale et le bilan des mesures prises en faveur de l'arbitrage : emploi et formation.

23 FEVRIER. — Thème : le développement économique et les finances publiques. Communications du premier ministre sur le budget de 1978 ; sur le bilan de l'approvisionnement de la France en matières premières et sur la politique de l'immigration ; bilan et perspectives.

## M. Servan-Schreiber conserve la présidence du conseil régional de Lorraine

(Suite de la première page.)

Centristes et républicains indépendants lorrains ont déployé tous leurs efforts pour écarter de la présidence du conseil régional une formation dont ils estiment qu'elle n'a que trop occupé, sous d'autres appellations, les débats de la scène politique locale.

A quelques jours de la tenue des élections municipales, l'influence de celles-ci s'est exercée à double titre. D'une part, il était important, pour les uns comme pour les autres, de mesurer qui du R.P.R. ou de ses alliés pourrait se prévaloir d'une position prépondérante en Lorraine, étant entendu que la gauche ne pouvait, en la circonstance, ni se vouloir, de toute façon, arbitrer semblable duel. D'autre part, la proximité du scrutin communal a remis en plus d'un maire réformateur, indépendant ou modéré, membre du conseil régional, qu'il ne pouvait se passer des voix gaullistes aux élections municipales de mars et que le temps n'était pas à la brouille avec le Rassemblement.

M. Messmer a pu ainsi rappeler, au fait, à tel élu informé qu'un geste amical au conseil régional pourrait lui éviter la fâcheuse (et probablement fatale) concurrence d'une liste R.P.R. Tel fut sans doute le cas pour le maire du chef-lieu, M. Jean-Marie Rausch, sénateur centriste de la Moselle, ou pour celui de Sarreguemines, quant à Nancy, l'impitoyable de la préparation des municipales y demeure tel que les moyens de pression ou d'échange, dont les uns et les autres pourraient disposer sont fort réduits.

Une conférence de presse organisée samedi 5 janvier par M. Claude Coulaud, républicain indépendant, récemment nommé secrétaire d'État auprès du ministre de l'Industrie, permettra peut-être de préciser qui conduira à la bataille une majorité trop menacée par ses divisions pour que l'une ou l'autre de ses composantes puisse prendre des maintes l'initiative d'une sécession. Certains n'excluent pas que M. Servan-Schreiber, naguère tenté par la mairie de Nancy, n'ait pas dit son dernier mot à cet égard. Le scrutin de ce jeudi dernier du conseil régional aura-t-il travaillé à modifier à ses yeux les termes du contrat moral, non agression qui le lie notamment, M. Coulaud sur ce terrain, tout particulièrement si le nouveau secrétaire d'État renonce à prendre lui-même la tête de la liste de la majorité présidentielle.

Du côté des partisans du président sortant, de même, nul n'était resté inactif. M. Servan-

Schreiber a assuré, mercredi 5 janvier, en réponse à de persistants rumeurs, que l'Élysée ne prenait aucune part à sa campagne, mais M. Michel Poniatowski ne passe pas, dans la région, pour avoir été ménagé de ses appels téléphoniques en faveur du député de Meurthe-et-Moselle.

Certains membres du Conseil régional, naguère proches de l'R.P.R. mais aujourd'hui séduits par le dynamisme de M. Servan-Schreiber, avaient vu leur hésitation croître ces derniers jours du fait des pressions successives et contradictoires exercées sur eux par les représentants des deux camps en présence. D'autant plus que se sont estompés, au cours de la campagne, les habituels clivages départementaux qui opposaient le nord et le sud de la région et conféraient traditionnellement aux centristes mosellans un rôle d'arbitre.

A cet affrontement politique, auquel la proximité des élections municipales donnait un relief tout particulier, répondait celui de deux personnalités. Le vainqueur et le vaincu disposent tous deux d'une solide implantation locale et d'une audience nationale ; tous deux appartiennent à la majorité. Hormis ces deux caractéristiques, tout opposait les deux personnalités des candidats à la présidence du conseil régional. Cette différence profonde de caractère recouvre et explique, au moins partiellement, la divergence de leur conception en matière de régionalisation.

### Quelle régionalisation ?

L'élection de ce jeudi déparçait en effet M. Servan-Schreiber et Messmer au terme d'un débat dont le rôle institutionnel de la région et du président de son assemblée ne constituait pas la moindre donnée. Différents dossiers techniques importants ont bien été ouverts de part et d'autre : financement de l'autoroute Lorraine-Bourgogne, construction du centre hôtelier régional de Metz, reconversion industrielle et tout récemment, affaire du plan d'aide à la sidérurgie. De même, le président sortant a-t-il insisté sur le travail accompli en un an, travail dont témoignait, assure-t-il, « un bilan extrêmement positif pour la Lorraine » : la moitié du budget régional consacrée à un effort en faveur de l'emploi et de la formation professionnelle, lancement d'un schéma routier régional, renforcement des « pôles technologiques », comme l'Institut supérieur franco-allemand de Sarreguemines, etc. Il n'empêche : en dehors du problème politique général, l'autre véritable question posée aux conseillers régionaux lorrains était celle de savoir quel effet de régionalisation ils souhaitaient : « Le président du conseil régional préside simplement les travaux de cette assemblée », rappelait M. Messmer avec humour. Et l'ancien premier ministre de juger sans indulgence un

certain nombre d'initiatives de M. Servan-Schreiber parmi lesquelles la réunion du conseil aux lieux où la préfecture de région : à Nancy, à Bar-le-Duc, et surtout à Epinal, où la séance parut, en effet, quelque peu circonstancielle et superficielle. Le maire de Sarreguemines ne se priva pas d'ajouter sur les vertus électoralistes de ce conseil ambulatoire :

« Je ne vole en rien la loi de 1972 sur la régionalisation, rétorqua de son côté le président sortant, qui, bannissant de son vocabulaire des expressions qui avaient heurté (à pouvoir régional, à président de Lorraine, à gouverner la région, etc.) ajoutait : Je prends simplement, en bonne intelligence avec l'administration, à résoudre humainement des problèmes humains ».

De fait, en un an, M. Servan-Schreiber n'avait pas chomé. Intervenant sans cesse — et à tort et à travers — selon ses adversaires, mais « pour être présent partout où il se passe quelque chose », répondait-il — et sachant mieux en valeur ses initiatives, le président sortant se seconda par un cabinet officieux d'une bonne demi-douzaine de membres, n'a été avare ni de sa présence ni de ses moyens, du drame des producteurs laitiers d'Epinal à la catastrophe minière de Merlebach, du collège d'enseignement technique qu'on menaçait de fermer, aux quelques deux cents ouvriers que l'incendie d'une usine risquait, là, de priver d'emploi.

« On ne voit que lui », disaient bien volontiers, en donnant un sens bien différent à cette formule, amis et adversaires de l'ancien président du parti radical.

La victoire de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber vient couronner cette politique de présence. Elle constitue pour le député de Meurthe-et-Moselle une confirmation d'autant plus précieuse qu'il avait, cette fois-ci, affaire à une personnalité de notoriété considérable, au p. l'Élysée, à celle de son adversaire de 1974, qu'il n'avait pourtant devancé que de trois voix au premier tour.

Le sentiment le plus répandu en Lorraine, jusqu'à la veille du scrutin, était que le succès du président sortant signifiait que le débat régional aurait finalement prévalu sur les considérations strictement politiques, voire électorales. Ses propres amis, dans un premier temps, n'avaient pas manqué de contribuer à propager ce sentiment ; mais, maintenant qu'est acquise la victoire de M. Servan-Schreiber sur une des « vedettes » nationales du gaullisme, et à coup sûr, dans l'illustration représentative régional, il serait surprenant que réformateurs et républicains indépendants ne soulignent pas hautement, à l'occasion de leurs alliés et amis du R.P.R., les enseignements politiques qu'ils tireront du scrutin.

BERNARD BRIGOLEUX.

Une étude qui n'avait jamais encore été publiée

## La consommation de 500 modèles de voitures

A 90 km/h, 120 km/h, et en conduite urbaine

PUBLIÉS par l'Agence pour les économies d'énergie, ces chiffres de consommation concernent 500 modèles de voitures particulières commercialisées sous 43 marques différentes. Et ils sont le résultat d'essais effectués dans des conditions comparables.

C'est là une information jamais encore publiée mais qui désormais sera régulièrement tenue à jour. Pour que,

dans l'intérêt collectif comme dans son propre intérêt, chacun puisse mieux choisir sa voiture parmi les divers modèles correspondant à ses besoins.

(Pour une même catégorie de véhicules, on découvrira en effet que les écarts de consommation peuvent atteindre et même dépasser 50 % !...)

\* Normes françaises de consommation.

Veillez me faire parvenir gratuitement la brochure où sont rassemblés les résultats des tests-consommation de carburant faits sur 500 voitures (modèles 1977).

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_



A adresser à : L.N.F. Economies d'énergie 30, rue Cambonne, 75737 Paris Cedex 15

### M. FOUCHIER (CNIP) EST RÉÉLU PRÉSIDENT DU CONSEIL RÉGIONAL DE POITOU-CHARENTES

(De notre correspondant.)

POITIERS. Réuni sous la présidence de son doyen d'âge, M. Yvon Coudé du Foresto, sénateur Union centriste des Deux-Sèvres, le conseil régional de Poitou-Charentes s'est réuni, le 5 janvier, son bureau pour 1977.

M. Jacques Fouchier, président de la commission de la production, des échanges, depuis l'apparition R.L. des Deux-Sèvres, vice-président du CNIP (Centre national des indépendants et paysans), a été réélu à main levée par vingt-six voix contre zéro. Il n'y a pas eu d'abstention, seize des quarante-deux conseillers régionaux présents (sur les quarante-neuf qui comptent l'assemblée régionale) n'ont pas pris part au vote.

Au cours de la séance, M. Jacques Fouchier a annoncé que M. Raymond Barre, premier ministre, avait accepté à l'invitation du conseil régional et du comité économique et social de Poitou-Charentes de venir présider une réunion de travail. Cette visite aura lieu après les élections municipales, soit fin mars, soit début avril.

### Un voyage du président de la République en Bretagne

M. Lecat a indiqué que le conseil des ministres ne se réunirait pas à Rennes au début de cette année, contrairement à ce qu'il avait annoncé en novembre. Le porte-parole de l'Élysée n'a pas donné la raison de cette annulation. Il a confirmé que M. Giscard d'Estaing se rendra en Bretagne au mois de février et a précisé que la prochaine réunion du conseil des ministres en province aura lieu après les élections municipales de mars.

### La crise de la sidérurgie lorraine

### M. MESSMER SE PRONONCE POUR UNE PRISE DE PARTICIPATION EN CAPITAL PAR L'ÉTAT ET LE PERSONNEL

Intervenant dans le débat ouvert mercredi par le conseil général de la Moselle sur l'avenir de la sidérurgie, M. Pierre Messmer a souligné que le conseil financier attribué à cette industrie se traduira par une prise de capital, dont une partie sera une prise de participation de l'État, l'autre partie devant être une prise de participation de personnel.

Il a estimé que ce concours financier ne devait pas revêtir la forme d'un emprunt car la sidérurgie est déjà trop endettée. A son avis, ces mesures devraient être accompagnées de l'arrêt des investissements dans la sidérurgie hors de Lorraine pendant quelques années, notamment à Fos et à Dunkerque, sans quoi ce serait « un véritable coup de poignard pour la Lorraine ». Parallèlement, a déclaré M. Messmer, il convient de s'opposer aux importations d'acier japonais et il est nécessaire que le gouvernement oppose un ferme veto à la constitution d'un cartel européen de l'acier contraire aux accords de la GEC.

Déjà, en février 1974, en réponse à une question évoquant, à propos de l'acier de Fos, la possibilité pour l'État de devenir actionnaire de la sidérurgie en proportion de l'aide financière qu'il apportait, M. Pierre Messmer avait déclaré à « l'Express » : « Quand l'État, avec les fonds publics, fait des investissements en aide, pour des raisons d'intérêt général, certaines entreprises à se développer en Lorraine, il est naturel qu'il puisse récupérer une partie des plus-values qu'il a ainsi avancées. » (Le Monde a daté 15-19 février 1973.)

### LES DECLARATIONS

Le R.P.R. juge ambiguë la déclaration de M. Giscard d'Estaing

### Dans la

LE QUOTIDIEN DE PARIS — LE FIGARO

LA LETTRE DE

LA VIE POL.

Proposé par



POLITIQUE

LES DÉCLARATIONS GOUVERNEMENTALES SUR LES CADRES ET LES PARTIS DANS L'ENTREPRISE

Le R.P.R. juge ambiguë la position de M. Giscard d'Estaing

(Suite de la première page.)

Le succès du plan Barre, sur lequel repose toute la stratégie politique du président de la République, passe essentiellement, pour ne pas dire uniquement, par l'entreprise. C'est d'elle que le premier ministre attend un freinage décisif de la progression des salaires, un assainissement des coûts propres à freiner l'inflation, une relance de l'investissement de nature à réduire le chômage. C'est aussi dans l'entreprise que le président de la République annonce régulièrement — même si ses paroles sont peu suivies d'effets — qu'il entend poursuivre et amplifier son action réformatrice.

Il est vrai que les partis de gauche n'ont pas attendu le plan Barre pour renforcer leur action auprès des salariés sur le lieu même de leur travail. Dès l'été 1975, le parti communiste, constatant qu'il n'était plus dans l'électorat, le premier parti de gauche, a multiplié les initiatives dans les entreprises, afin de rester, sans conteste, le premier parti de la classe ouvrière. Cette présence renforcée dans les usines et les bureaux est une façon aussi pour le parti communiste de s'assurer demain, dans l'hypothèse d'une victoire de la gauche, des moyens de pression de nature estimée à éviter un glissement réformiste de ses alliés du programme commun.

Simultanément, le parti socialiste n'a pas voulu être en reste et a cherché à se donner une base plus populaire en relançant ou en créant un millier de sections et de groupes d'entreprise. Cette renaissance de l'action politique, si elle a vivement irrité le patronat, il y a quelques mois, n'a pas toujours abouti aux succès qu'en attendaient ses initiateurs. A-t-elle vraiment mis en péril la vie des entreprises? Rien jusqu'à présent ne permet de l'affirmer.

Pourquoi maintenant?

Le souhait émis solennellement aujourd'hui par le président de la République que « les entreprises conservent leur caractère de nouvelles unités politiques » a-t-il été formulé à tort? C'est à la fois bien tard — cela fait plus de cinq ans que le programme commun prévoit la libre exercice de l'activité politique dans l'entreprise — et bien tôt — car les entreprises n'ont jamais les chefs d'entreprise n'ont autant que ces derniers mois pris ouvertement fait et cause pour la politique du gouvernement, et il est aussi important que leur rôle, dans la vie des entreprises, soit spécialement destiné comme une invitation à une plus grande réserve à l'égard du pouvoir.

Il est difficile aussi de croire, comme semble le faire M. Robert Fabre, président des radicaux de gauche, que l'actualité des propos de M. Giscard d'Estaing tient aux intentions de M. Chirac et du R.P.R. de créer aussi des cellules d'entreprise.

L'appel du président de la République s'inscrit plus simplement, semble-t-il, dans l'opération de conquête des cadres entreprise à grand frisson au printemps dernier par M. Lionel Stoleru. Plus



(Dessin de KONE.)

Le nez de la politique

(Suite de la première page.)

Ne voit-on pas ces institutions s'ouvrir, bon gré, mal gré, à des débats qui, en d'autres termes, sont en fait déplacés? Pourquoi les dirigeants sont-elles emportées, pourquoi les discussions « académiques » sont-elles plus difficiles aujourd'hui, l'« inéluctable » d'un autre âge? Pourquoi la politique met-elle son nez partout?

La raison fondamentale, c'est que le dosage des propos des organisations de droite et de gauche, le discours à l'Assemblée nationale, les luttes d'influences, etc., intéressent moins, paraissent beaucoup moins, en tout cas, représenter la « vraie vie » politique. Les « valeurs » pour lesquelles l'individu entend se battre sont aussi, et surtout, ailleurs. La politique est une chose trop sérieuse pour qu'elle soit confiée aux seuls professionnels, c'est-à-dire aux « politiciens », pour qu'elle n'intéresse les citoyens qu'au moment des élections. Quand — et c'est le cas — de véritables choix de sociétés s'affrontent à travers les partis en place, comment évaluer-ou qu'ils s'expriment sur les lieux du travail? La lutte contre les inégalités sociales, contre le chômage structurel, pour la réforme de l'entreprise n'implique-t-elle pas des déterminations purement politiques et dont la discussion trouve parfaitement sa place là où l'homme exerce sa profession?

Dépasser le style purement professionnel

C'est au travail que l'individu passe encore la plus clair de sa vie consciente, et le temps pris par les transports limite singulièrement, surtout dans les grandes agglomérations, les possibilités de rencontres hors des murs de l'usine, dans les parcs, les cafés, les lieux où l'on peut échanger des vues, essayer de convaincre, en un mot, « militer ».

La Lettre de la nation, qui n'est pas suspecte de gauchisme, reconnaît que l'entreprise est devenue pour les travailleurs — un cadre de vie aussi important que leur milieu familial... A ce titre, il est non seulement normal mais inévitable que se nouent entre eux des liens politiques... A la limite, l'action politique dans l'entreprise n'est qu'un moyen de défendre sa liberté contre la politisation de l'entreprise.

Les syndicats — qui ne voient évidemment pas toujours d'un bon œil la concurrence de cellules politiques d'entreprises — ne sont-ils pas contraints, eux aussi, de dépasser le style de la pure défense professionnelle, pour se lancer dans les affrontements politiques, tant il est vrai que l'abaissement de leurs revendications ne peut pas toujours emprunter les chemins de l'action limitée à l'usine, voire sectorielle?

Et quel patron pourrait prétendre n'avoir jamais fait passer ses convictions politiques dans la manière dont il dirige son entreprise ou dont il entend enrayer certains débordements précisément « politiques » de son entreprise?

Car il est bien certain que la marche d'une affaire ne devrait pas se ressentir des options voire des actions politiques de ses membres. Ce serait favoriser la politique... de Giscard, cette fois, que de compromettre la vie d'une entreprise par l'agitation permanente. Les chômeurs sont de meilleurs clients pour une révolution de droite que pour une transformation de la société vers plus de justice.

PIERRE DROUIN.

Les réactions

Dans les milieux politiques

LE P.C.F. : une conception unilatérale.

M. Jean Colpin, secrétaire du comité central du P.C.F. : « On assiste actuellement à une recrudescence des violations des libertés syndicales, des sanctions illégitimes prises contre les délégués syndicaux dans l'exercice de leur mandat. »

« Le président de la République ne s'insurge pas contre les violations dont se rend coupable le patronat. Au contraire, il les couvre. Le pouvoir en donne même souvent l'exemple dans les entreprises du secteur public. »

« Quant à la politique à l'entreprise, M. Giscard d'Estaing et Beullac en ont également une conception unilatérale qui rejoint celle du patronat. (...) Il faut beaucoup d'aplomb à M. Giscard d'Estaing et Beullac pour refuser à notre parti ce qu'ils accordent aux partis de la majorité. (...) »

« Les cadres que Valéry Giscard d'Estaing et le grand patronat voudraient intégrer à leur politique répressive partagent nous en sommes certains, dans leur grande majorité, notre opinion à ce sujet. »

« (...) Le parti communiste a, quant à lui, une conception indubitable de la liberté. (...) Les travailleurs ont déjà répondu au conseil des ministres puisqu'une grande partie des cent huit mille adhérents réalisés en 1976 proviennent des entreprises et qu'ils sont présents dans plus de neuf mille cellules d'entreprises. Ils y trouveront une nouvelle confirmation de la renouveau encore plus sur les lieux mêmes de leur travail. »

« (...) Le parti communiste a, quant à lui, une conception indubitable de la liberté. (...) Les travailleurs ont déjà répondu au conseil des ministres puisqu'une grande partie des cent huit mille adhérents réalisés en 1976 proviennent des entreprises et qu'ils sont présents dans plus de neuf mille cellules d'entreprises. Ils y trouveront une nouvelle confirmation de la renouveau encore plus sur les lieux mêmes de leur travail. »

LE P.S. : un confessions.

Le bureau exécutif du parti socialiste : « Le parti socialiste considère que vouloir isoler l'entreprise de la vie nationale est un contresens, alors que la crise qui préoccupe essentiellement les Français est d'abord économique et sociale. Il serait paradoxal qu'il soit interdit d'en discuter alors que cette crise se manifeste le plus directement dans l'entreprise elle-même. »

M. FABRE : les intentions de M. Chirac.

M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche : « Je suis contre le fait de faire sans cesse de la politique à l'intérieur de l'entreprise. Si on transférait l'entreprise en forum permanent et qu'on n'y travaillait plus, on dégraderait tout. Mais empêcher, dans le cadre d'une entreprise, qu'il existe un regroupement de gens qui ont les mêmes pensées politiques, est-ce que ça veut dire empêcher pour étudier ensemble quelques-uns des meilleurs moyens d'aider les entreprises à vivre, à bien tourner, ce n'est pas une catastrophe, au contraire. »

« (...) Le parti communiste a, quant à lui, une conception indubitable de la liberté. (...) Les travailleurs ont déjà répondu au conseil des ministres puisqu'une grande partie des cent huit mille adhérents réalisés en 1976 proviennent des entreprises et qu'ils sont présents dans plus de neuf mille cellules d'entreprises. Ils y trouveront une nouvelle confirmation de la renouveau encore plus sur les lieux mêmes de leur travail. »

« UNE BARRIÈRE APPELÉE À TOMBER »

Dans le livre qu'il a récemment consacré au parti communiste (Le P.C., éditions Grasset), M. Jean Stoleru, directeur de l'Institut de Centres d'études et de recherches marxistes, écrit notamment : « L'entreprise est une illusion qui se pourra résister à la force des choses. Comme tant d'autres depuis dix ans, cette barrière est appelée à tomber. »

Il rappelle d'autre part les termes de la neuvième condition d'adhésion à l'Internationale communiste : « Tout parti désireux d'appartenir à l'Internationale communiste doit poursuivre une propagande permanente et systématique au sein des syndicats, coopératives et autres organisations des masses ouvrières. »

Parce les annexes de l'ouvrage figurent un tableau de l'implantation du P.C.F. dans les entreprises, il est intéressant de connaître les chiffres de la fin de 1975. Il en ressort que cette implantation demeure limitée : 16 178 adhérents pour 192 235 salariés.

Quelques chiffres : 350 adhérents pour 24 833 salariés chez Peugeot ; 230 pour 8 000 à SNIA ; 224 pour 7 500 à Océano ; 239 pour 27 000 chez Michelin ; 231 pour 15 000 chez Renault ; 9 pour 1 000 chez Citroën ; 14 pour 22 500 chez Simca ; 197 pour 24 800 à Renault-Francis ; 429 pour 12 500 à Métro ; 307 pour 8 900 à la gare d'Orsay ; 199 pour 5 700 à la gare d'Orsay ; 238 pour 7 900 à la gare de Lyon.

Dans les milieux syndicaux

LA C.G.C. : les belles paroles et les actes. Le bureau de la Confédération générale des cadres : « Les plus belles déclarations et les meilleures intentions ne sont rien sans les actes. »

« Aussi, la C.G.C. est-elle conduite à poser les questions suivantes : « L'Etat-patron est-il décidé à mettre en place les structures de concertation dans les administrations et les entreprises publiques et à y instaurer une véritable surveillance? »

« Le gouvernement est-il décidé à mettre fin à une politique systématique anti-cadres, qui s'est encore traduite récemment par une aggravation de la pression fiscale sur l'encadrement et une augmentation excessive du plafond de la Sécurité sociale qui met en péril l'avenir même du régime de retraites des cadres? »

« Les cadres ne peuvent plus se contenter de belles paroles démenties constamment par les actes. »

L'UGICT-C.G.T. : un évident caractère démagogique.

Le bureau de l'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens C.G.T. : « Les affirmations du gouvernement concernant les cadres présentent un évident caractère démagogique. Car on ne

Dans la presse parisienne

LE QUOTIDIEN DE PARIS : plus libres de penser?

« M. Giscard d'Estaing conjugue deux maladroites : il se met à contester l'inspiration de son propre style de gouvernement et il attaque une réalité inébranlable. Il laisse en outre percer quelque chose qui ressemble fort à de l'intolérance : il n'est pas vrai que les partis soient absents des entreprises dans les autres pays? Il laisse en outre percer quelque chose qui ressemble fort à de l'intolérance : il n'est pas vrai que les partis soient absents des entreprises dans les autres pays? »

L'AURÈRE : contre le remu-ménage perturbateur.

« Le propos présidentiel et l'exposé du ministre du travail ne font que de la nécessité d'assurer à chacun une tâche possible hors des remous de la contestation idéologique. Parbleu! On ne voit que trop ce que deviendrait une entreprise en meeting permanent! Elle ne tarderait pas à fermer ses portes! »

Le gouvernement s'approprie à réagir par les moyens de la loi

« Le gouvernement s'approprie à réagir par les moyens de la loi contre le remu-ménage perturbateur, le discours incongru, l'af-fichage, le trac. »

Le gouvernement s'approprie à réagir par les moyens de la loi

« Le gouvernement s'approprie à réagir par les moyens de la loi contre le remu-ménage perturbateur, le discours incongru, l'af-fichage, le trac. »

Le gouvernement s'approprie à réagir par les moyens de la loi

« Le gouvernement s'approprie à réagir par les moyens de la loi contre le remu-ménage perturbateur, le discours incongru, l'af-fichage, le trac. »

Le gouvernement s'approprie à réagir par les moyens de la loi

« Le gouvernement s'approprie à réagir par les moyens de la loi contre le remu-ménage perturbateur, le discours incongru, l'af-fichage, le trac. »

Le gouvernement s'approprie à réagir par les moyens de la loi

« Le gouvernement s'approprie à réagir par les moyens de la loi contre le remu-ménage perturbateur, le discours incongru, l'af-fichage, le trac. »

Le gouvernement s'approprie à réagir par les moyens de la loi

« Le gouvernement s'approprie à réagir par les moyens de la loi contre le remu-ménage perturbateur, le discours incongru, l'af-fichage, le trac. »

Dans la presse parisienne

LE FIGARO : rassurer le patronat.

« En prenant clairement position contre la politisation dans l'entreprise, le chef de l'Etat cherche à rassurer le patronat, dont la confiance, déjà ébranlée par la crise économique, peut être ébranlée par les revendications des partis de gauche, essentiellement la P.C., dans l'organisation et la gestion des entreprises. »

LA LETTRE DE LA NATION : une ambiguïté à dissiper.

« Il y a une ambiguïté à dissiper. L'entreprise est, pour la plupart des travailleurs, un cadre de vie aussi important que leur milieu familial. C'est là où, surtout dans l'urbanisation actuelle, ils ont le plus de rapports humains, d'ouverture sur les autres. A ce titre, il est non seulement normal mais inévitable que se nouent entre eux des liens politiques. Il s'agit de se connaître et de se reconnaître. Mais ces liens noués à l'intérieur de l'entreprise ne servent pas à une action dans l'entreprise. Et il faut bien voir que, dans les conditions actuelles, un travailleur isolé est la victime désignée d'une forme de terrorisme encore plus pres-

LA LETTRE DE LA NATION : une ambiguïté à dissiper.

« Il y a une ambiguïté à dissiper. L'entreprise est, pour la plupart des travailleurs, un cadre de vie aussi important que leur milieu familial. C'est là où, surtout dans l'urbanisation actuelle, ils ont le plus de rapports humains, d'ouverture sur les autres. A ce titre, il est non seulement normal mais inévitable que se nouent entre eux des liens politiques. Il s'agit de se connaître et de se reconnaître. Mais ces liens noués à l'intérieur de l'entreprise ne servent pas à une action dans l'entreprise. Et il faut bien voir que, dans les conditions actuelles, un travailleur isolé est la victime désignée d'une forme de terrorisme encore plus pres-

LA LETTRE DE LA NATION : une ambiguïté à dissiper.

« Il y a une ambiguïté à dissiper. L'entreprise est, pour la plupart des travailleurs, un cadre de vie aussi important que leur milieu familial. C'est là où, surtout dans l'urbanisation actuelle, ils ont le plus de rapports humains, d'ouverture sur les autres. A ce titre, il est non seulement normal mais inévitable que se nouent entre eux des liens politiques. Il s'agit de se connaître et de se reconnaître. Mais ces liens noués à l'intérieur de l'entreprise ne servent pas à une action dans l'entreprise. Et il faut bien voir que, dans les conditions actuelles, un travailleur isolé est la victime désignée d'une forme de terrorisme encore plus pres-

LA LETTRE DE LA NATION : une ambiguïté à dissiper.

« Il y a une ambiguïté à dissiper. L'entreprise est, pour la plupart des travailleurs, un cadre de vie aussi important que leur milieu familial. C'est là où, surtout dans l'urbanisation actuelle, ils ont le plus de rapports humains, d'ouverture sur les autres. A ce titre, il est non seulement normal mais inévitable que se nouent entre eux des liens politiques. Il s'agit de se connaître et de se reconnaître. Mais ces liens noués à l'intérieur de l'entreprise ne servent pas à une action dans l'entreprise. Et il faut bien voir que, dans les conditions actuelles, un travailleur isolé est la victime désignée d'une forme de terrorisme encore plus pres-

LA LETTRE DE LA NATION : une ambiguïté à dissiper.

« Il y a une ambiguïté à dissiper. L'entreprise est, pour la plupart des travailleurs, un cadre de vie aussi important que leur milieu familial. C'est là où, surtout dans l'urbanisation actuelle, ils ont le plus de rapports humains, d'ouverture sur les autres. A ce titre, il est non seulement normal mais inévitable que se nouent entre eux des liens politiques. Il s'agit de se connaître et de se reconnaître. Mais ces liens noués à l'intérieur de l'entreprise ne servent pas à une action dans l'entreprise. Et il faut bien voir que, dans les conditions actuelles, un travailleur isolé est la victime désignée d'une forme de terrorisme encore plus pres-

LA LETTRE DE LA NATION : une ambiguïté à dissiper.

« Il y a une ambiguïté à dissiper. L'entreprise est, pour la plupart des travailleurs, un cadre de vie aussi important que leur milieu familial. C'est là où, surtout dans l'urbanisation actuelle, ils ont le plus de rapports humains, d'ouverture sur les autres. A ce titre, il est non seulement normal mais inévitable que se nouent entre eux des liens politiques. Il s'agit de se connaître et de se reconnaître. Mais ces liens noués à l'intérieur de l'entreprise ne servent pas à une action dans l'entreprise. Et il faut bien voir que, dans les conditions actuelles, un travailleur isolé est la victime désignée d'une forme de terrorisme encore plus pres-

LA LETTRE DE LA NATION : une ambiguïté à dissiper.

« Il y a une ambiguïté à dissiper. L'entreprise est, pour la plupart des travailleurs, un cadre de vie aussi important que leur milieu familial. C'est là où, surtout dans l'urbanisation actuelle, ils ont le plus de rapports humains, d'ouverture sur les autres. A ce titre, il est non seulement normal mais inévitable que se nouent entre eux des liens politiques. Il s'agit de se connaître et de se reconnaître. Mais ces liens noués à l'intérieur de l'entreprise ne servent pas à une action dans l'entreprise. Et il faut bien voir que, dans les conditions actuelles, un travailleur isolé est la victime désignée d'une forme de terrorisme encore plus pres-

Dans la presse parisienne

LE FIGARO : rassurer le patronat.

« En prenant clairement position contre la politisation dans l'entreprise, le chef de l'Etat cherche à rassurer le patronat, dont la confiance, déjà ébranlée par la crise économique, peut être ébranlée par les revendications des partis de gauche, essentiellement la P.C., dans l'organisation et la gestion des entreprises. »

LA LETTRE DE LA NATION : une ambiguïté à dissiper.

« Il y a une ambiguïté à dissiper. L'entreprise est, pour la plupart des travailleurs, un cadre de vie aussi important que leur milieu familial. C'est là où, surtout dans l'urbanisation actuelle, ils ont le plus de rapports humains, d'ouverture sur les autres. A ce titre, il est non seulement normal mais inévitable que se nouent entre eux des liens politiques. Il s'agit de se connaître et de se reconnaître. Mais ces liens noués à l'intérieur de l'entreprise ne servent pas à une action dans l'entreprise. Et il faut bien voir que, dans les conditions actuelles, un travailleur isolé est la victime désignée d'une forme de terrorisme encore plus pres-

LA LETTRE DE LA NATION : une ambiguïté à dissiper.

« Il y a une ambiguïté à dissiper. L'entreprise est, pour la plupart des travailleurs, un cadre de vie aussi important que leur milieu familial. C'est là où, surtout dans l'urbanisation actuelle, ils ont le plus de rapports humains, d'ouverture sur les autres. A ce titre, il est non seulement normal mais inévitable que se nouent entre eux des liens politiques. Il s'agit de se connaître et de se reconnaître. Mais ces liens noués à l'intérieur de l'entreprise ne servent pas à une action dans l'entreprise. Et il faut bien voir que, dans les conditions actuelles, un travailleur isolé est la victime désignée d'une forme de terrorisme encore plus pres-

LA LETTRE DE LA NATION : une ambiguïté à dissiper.

« Il y a une ambiguïté à dissiper. L'entreprise est, pour la plupart des travailleurs, un cadre de vie aussi important que leur milieu familial. C'est là où, surtout dans l'urbanisation actuelle, ils ont le plus de rapports humains, d'ouverture sur les autres. A ce titre, il est non seulement normal mais inévitable que se nouent entre eux des liens politiques. Il s'agit de se connaître et de se reconnaître. Mais ces liens noués à l'intérieur de l'entreprise ne servent pas à une action dans l'entreprise. Et il faut bien voir que, dans les conditions actuelles, un travailleur isolé est la victime désignée d'une forme de terrorisme encore plus pres-

LA LETTRE DE LA NATION : une ambiguïté à dissiper.

« Il y a une ambiguïté à dissiper. L'entreprise est, pour la plupart des travailleurs, un cadre de vie aussi important que leur milieu familial. C'est là où, surtout dans l'urbanisation actuelle, ils ont le plus de rapports humains, d'ouverture sur les autres. A ce titre, il est non seulement normal mais inévitable que se nouent entre eux des liens politiques. Il s'agit de se connaître et de se reconnaître. Mais ces liens noués à l'intérieur de l'entreprise ne servent pas à une action dans l'entreprise. Et il faut bien voir que, dans les conditions actuelles, un travailleur isolé est la victime désignée d'une forme de terrorisme encore plus pres-

LA LETTRE DE LA NATION : une ambiguïté à dissiper.

« Il y a une ambiguïté à dissiper. L'entreprise est, pour la plupart des travailleurs, un cadre de vie aussi important que leur milieu familial. C'est là où, surtout dans l'urbanisation actuelle, ils ont le plus de rapports humains, d'ouverture sur les autres. A ce titre, il est non seulement normal mais inévitable que se nouent entre eux des liens politiques. Il s'agit de se connaître et de se reconnaître. Mais ces liens noués à l'intérieur de l'entreprise ne servent pas à une action dans l'entreprise. Et il faut bien voir que, dans les conditions actuelles, un travailleur isolé est la victime désignée d'une forme de terrorisme encore plus pres-

LA LETTRE DE LA NATION : une ambiguïté à dissiper.

« Il y a une ambiguïté à dissiper. L'entreprise est, pour la plupart des travailleurs, un cadre de vie aussi important que leur milieu familial. C'est là où, surtout dans l'urbanisation actuelle, ils ont le plus de rapports humains, d'ouverture sur les autres. A ce titre, il est non seulement normal mais inévitable que se nouent entre eux des liens politiques. Il s'agit de se connaître et de se reconnaître. Mais ces liens noués à l'intérieur de l'entreprise ne servent pas à une action dans l'entreprise. Et il faut bien voir que, dans les conditions actuelles, un travailleur isolé est la victime désignée d'une forme de terrorisme encore plus pres-

LA LETTRE DE LA NATION : une ambiguïté à dissiper.

« Il y a une ambiguïté à dissiper. L'entreprise est, pour la plupart des travailleurs, un cadre de vie aussi important que leur milieu familial. C'est là où, surtout dans l'urbanisation actuelle, ils ont le plus de rapports humains, d'ouverture sur les autres. A ce titre, il est non seulement normal mais inévitable que se nouent entre eux des liens politiques. Il s'agit de se connaître et de se reconnaître. Mais ces liens noués à l'intérieur de l'entreprise ne servent pas à une action dans l'entreprise. Et il faut bien voir que, dans les conditions actuelles, un travailleur isolé est la victime désignée d'une forme de terrorisme encore plus pres-



# POLITIQUE

## LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES A PARIS

### La position de la gauche

**M. FISZBIN (P.C.) : pas de candidat commun avant les municipales.**

Dans un entretien accordé à l'«*émancipation*», M. Henri Fiszbin, député de la 3<sup>e</sup> circonscription, secrétaire de la fédération communiste de Paris indique notamment : «*Nous voulons que la gauche adopte une position claire et commune sur tous les problèmes posés. Or la décision unilatérale de présenter Georges Sarre comme candidat à la mairie de Paris ne nous semble pas aller dans ce sens. Il nous semble important d'empêcher la droite de rabaisser l'enjeu du scrutin au choix d'une personnalité, d'un «*gestionnaire*». La gauche doit au contraire montrer que l'enjeu est de savoir quelle majorité sera créée. C'est cette position commune qu'avait publiquement manifestée la gauche au lendemain de la démission de Michel d'Ornano.*»

**M. GEORGES SARRE : pas de chaise vide.**

Commentant les propos de M. Henri Fiszbin, M. Georges Sarre, membre du bureau exécutif du P.S., animateur du Cérès, nous a déclaré : «*Le fait des candidatures de la droite, il y a une personnalisation. Le parti socialiste a fait des propositions de listes et ma candidature au poste de maire. Ces propositions sont soumises à examen au sein des formations qui composent l'union de la gauche dans la capitale. Dans toutes les communes de France, le nom de celui qui exercera la charge de maire est porté à la connaissance de la population par chaque formation de la gauche. Notre objectif est que Paris comme ailleurs ne se précipite pas à élire un candidat de la droite. Nous souhaitons qu'une coalition commune prévienne.*»

## LE CONGRÈS DE LA F.S.D.

### Les socialistes démocrates veulent rassembler les adversaires de l'alliance P.C.-P.S. et de «*la droite réactionnaire*»

La Fédération des socialistes démocrates réunira, samedi 8 et dimanche 9 janvier à l'hôtel Piazza, à Nice, son deuxième congrès national (le premier ayant eu lieu à Paris en décembre 1975). Cette formation a été créée le 1<sup>er</sup> juin 1975, à l'initiative de M. Eric Hintermann, ancien membre du comité directeur du parti socialiste. Celui-ci avait auparavant animé, au sein du P.S., une tendance centriste hostile à l'alliance avec le parti communiste (scellée trois ans plus tôt, le 27 juin 1972, par la signature du programme commun). Le bulletin de cette tendance, «*Socialisme 2000*», avait été interdit de publication après le congrès de Pau du parti socialiste en janvier 1975. En avril de la même année, M. Hintermann avait été relevé de ses fonctions de secrétaire du groupe parlementaire socialiste de l'Assemblée nationale.

La Fédération des socialistes démocrates a essentiellement recruté ses premiers adhérents parmi d'anciens socialistes qui, eux, n'ont pas eu de succès électoraux. Des études récentes montrent qu'un Français sur cinq se situe dans une position de «*non-alignement*» vis-à-vis du P.S. et du P.C. Le système électoral en vigueur a conduit, en fait, à procéder à un choix négatif. Notre dessein est de mobiliser cette partie-là de l'opinion. Il est évident que ce dessein se réaliserait plus facilement avec une loi électorale fondée sur la représentation proportionnelle. Ce système aurait en outre l'avantage de permettre à nos amis socialistes de se détacher du P.C. «*Cela dit, nous devons tenir compte du scrutin tel qu'il est et nous présenterons des candidats aux élections législatives. Ces candidats se réclameront d'un programme qui se distinguera à la fois de celui du P.C. et du P.S. et de celui de la droite (en supposant que cette dernière ait un jour un programme). Ceux de nos candidats qui dépasseront, au premier tour, le seuil des 12,5 % des suffrages des électeurs inscrits nécessaires pour figurer au second tour se manifesteront, ou décideront de leur attitude en fonction des deux dangers que nous dénonçons : celui qui représente d'une part, le P.C. et des trop proches alliés, d'autre part, celui de la droite réactionnaire. Nous déciderons cas par cas, notre objectif étant la constitution d'un groupe parlementaire socialiste-démocrate.*»

Le congrès de Nice de la F.S.D. doit rassembler quelque cent cinquante délégués. — N. J.-B.

### Mme Françoise Giroud : nos listes sont ouvertes

Mme Françoise Giroud sera candidate à l'élection pour le Conseil de Paris dans le 15<sup>e</sup> arrondissement. Elle répond aux questions que nous lui avons posées.

— Pourquoi êtes-vous candidate à Paris ?  
— Paris, c'est ma ville. Quand Michel d'Ornano m'a demandé d'être candidate, j'ai accepté, après avoir réfléchi, pour deux raisons : la première étant que Paris va avoir un maire. C'est une révolution considérable, dont les Parisiens ne mesurent pas encore les conséquences. Ensuite, j'ai toujours voulu que les femmes s'engagent dans la vie politique, qu'elles soient candidates aux élections municipales. Etant

concernée, je ne pouvais pas me dérober.

— Négociez-vous avec les représentants du R.P.R. dans l'arrondissement où vous vous présentez ?

— Nos listes sont ouvertes. Nous sommes prêts à accueillir tous ceux qui veulent venir avec nous. — Si vous êtes élue, quelle politique culturelle préconisez-vous pour Paris ?  
— Paris doit retrouver tout son éclat culturel national et international. Mais je crois qu'une véritable politique culturelle pour la capitale, commente la prise en animation culturelle dans les quartiers. Tout est lié. La Paris culturelle ne peut exister si, à la base, il n'existe pas une certaine animation.

### M. d'Ornano contre M. Lafay

(Suite de la première page.)

Ce fief R.P.R. de Paris compte trois députés appartenant à ce mouvement : Mme Nicole de Hauteclocque, MM. Claude Roux, également conseiller de Paris, et Jacques Maretti. Appartiennent également à cet arrondissement deux anciens présidents du conseil de Paris R.P.R. : MM. Jean Chieroux et Bernard Rocher, ce dernier étant le président actuel de la commission de l'urbanisme du conseil de Paris. La tâche de Mme Françoise Giroud, aidée par M. Bernard de Malgret, conseiller de Paris, républicain indépendant et gendre de M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, sera ardue, non seulement pour unir la majorité mais encore pour l'emporter.

Dans le seizième arrondissement, MM. Georges Meeûn et Pierre Léprieux se sont réconciliés. Leur position est forte. Ils l'avaient emporté aux élections municipales de 1971 contre une liste U.D.-R. candidate alors par M. Pierre-Christian Taftinger. Celui-ci, qui est maintenant secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères et dont on avait dit un moment qu'il serait le «*candidat officiel*» à la mairie, s'est finalement prononcé pour M. d'Ornano.

En se portant candidat dans le dix-septième arrondissement, le ministre de l'Industrie n'a pas choisi la facilité.

M. Bernard Lafay tient cet arrondissement depuis des années. Il est aujourd'hui président du Conseil de Paris. Tour à tour

ministre, sénateur et député, M. Lafay a été de tous les combats politiques depuis la Libération. Aujourd'hui, il se prononce en faveur de M. Jacques Chirac (il a notamment présidé la réunion constitutive du R.P.R. le 5 décembre après-midi), après avoir soutenu en 1974, lors de l'élection présidentielle, M. Jacques Chaban-Delmas.

M. d'Ornano et M. Lafay peuvent-ils s'entendre ? Le conseil de Paris laisse présager de dures négociations, si tant est qu'il puisse y avoir négociations. Si la situation reste bloquée dans le XVII<sup>e</sup>, elle sera dans tous les arrondissements de Paris, laissant la porte ouverte à toutes les initiatives individuelles. Si elle se débloque, la majorité pourrait alors envisager de se présenter relativement unie devant les électeurs. Mais derrière le combat qui se prépare dans cet arrondissement se profile une autre bataille. Si M. d'Ornano ne laisse à penser pour l'instant — M. Lafay s'oppose à M. d'Ornano, l'appui du R.P.R. dans ce combat lui sera acquis. L'actuel président du conseil de Paris n'apparaît pas pas alors comme la personnalité marquée de la majorité non-giscardienne dans la capitale et ne sera-t-il pas tenté de briser la majorité ? Cela bien que le candidat officiel du R.P.R. reste pour l'instant M. Christian de La Malène, rapporteur général du budget de la ville.

JEAN PERRIN.

### M. BERNARD LAFAY : une situation de fait.

M. Bernard Lafay, président du Conseil de Paris, qui représente le 17<sup>e</sup> arrondissement à l'hôtel de Ville, a fait la déclaration suivante :

«*J'ai toujours été, pour ma part, un homme d'union, et surtout sur le plan municipal. Les circonstances politiques n'ont pas permis aux différents courants de la majorité de présenter des listes uniques aux élections municipales partielles.*»

«*Il est clair que nous sommes placés devant une situation de fait où il n'y a pas de raison pour que le 17<sup>e</sup> arrondissement fasse exception.*»

### LES RÉSULTATS DANS LES 15<sup>e</sup> ET 17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENTS EN 1971

Les résultats du premier tour des élections municipales, le 14 mars 1971, avaient été les suivants dans le 15<sup>e</sup> et le 17<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

15<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT. — Inscr. : 128 972 ; suff. expr. : 74 590. Majorité (Mme Nicole de Hauteclocque, dép. U.D.-R.) : 35 519 ; Union démocratique (M. Fédou, P.C.), 23 223 ; centristes (M. Fédou, radical), 19 901 ; extrême gauche (M. Bonnet, P.S.U.), 4 623 ; extrême droite (M. Perle), 2 124. Il y avait eu ballottage.

17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT. — Inscr. : 113 814 ; suff. expr. : 63 218. Majorité (M. Lafay, conseiller d'Etat, U.D.-R., conseiller sortant), 31 046 ; Union démocratique (M. Goldring, P.C.), 11 121 ; centristes (M. Labat, Centre démocrate), 9 722 ; Union municipale (M. Devraigne, ancien président du conseil de Paris, conseiller sortant), 6 116 ; extrême gauche (M. Bédard, Lutte ouvrière), 3 062 ; extrême droite (M. Lézand), 1 223. Il y avait eu ballottage.

# CARNET

## Naissances

— M. Denis Bresson et Mme, née Françoise Auba, ont la joie d'annoncer la naissance de Lucas, le 30 décembre 1976, 80, route des Gardes, 92190 Meudon.

— M. et Mme Jean-Pierre Pichard, le docteur François Bémy, Mme Estélie Valentin, Claire-Aude et Eric Pichard ont le plaisir d'annoncer la naissance de Alice, à Paris, le 4 janvier 1977.

## Mariages

— Mme Ernest Mau, et Mme Jeanne Gaultier, ont le plaisir d'annoncer le mariage de leurs enfants Bernard et Martine, qui a été célébré dans l'intimité, 8, rue des Fosses-Saint-Bernard, 75005 Paris.

— M. et Mme Michel Glazer, M. et Mme Robert Gauger, ont la joie de faire part du mariage de leurs enfants Gérard, qui sera célébré le vendredi 14 janvier au temple Pentemont, à 15 h. 30.

## Décès

— Le docteur Marcel Armand, ses enfants et petits-enfants, ont le deuil de faire part du décès de Mme Marcel ARMAND, née Antoinette Perier-Villaret, survenue en son domicile, à Hyères, 10, rue de la République, le 5 janvier 1977, dans sa soixante-septième année, munie des sacrements de l'Eglise.

— Les obsèques seront célébrées le jeudi 6 janvier, à 10 h. 30, en l'église Sainte-Madeleine d'Hyères, où l'on se réunira. Messes après décès.

— M. et Mme Jean-Pierre Jureidieu, M. et Mme Henry Descombin, Jean et Xavier Jureidieu, Eric et Anne-Laure Descombin, ont le deuil de faire part du décès de M. André JUREIDIEU, président-directeur général d'IGOL France, président d'IGOL Industrie, président du Groupement des importateurs licenciés spéciaux, membre du bureau de l'Union nationale de l'industrie et du commerce de lubrifiants, membre du comité de direction de l'Union européenne des indépendants des lubrifiants.

— M. et Mme Jean-Pierre Jureidieu, M. et Mme Henry Descombin, Jean et Xavier Jureidieu, Eric et Anne-Laure Descombin, ont le deuil de faire part du décès de M. André JUREIDIEU, président-directeur général d'IGOL France, président d'IGOL Industrie, président du Groupement des importateurs licenciés spéciaux, membre du bureau de l'Union nationale de l'industrie et du commerce de lubrifiants, membre du comité de direction de l'Union européenne des indépendants des lubrifiants.

— M. et Mme Jean-Pierre Jureidieu, M. et Mme Henry Descombin, Jean et Xavier Jureidieu, Eric et Anne-Laure Descombin, ont le deuil de faire part du décès de M. André JUREIDIEU, président-directeur général d'IGOL France, président d'IGOL Industrie, président du Groupement des importateurs licenciés spéciaux, membre du bureau de l'Union nationale de l'industrie et du commerce de lubrifiants, membre du comité de direction de l'Union européenne des indépendants des lubrifiants.

— M. et Mme Jean-Pierre Jureidieu, M. et Mme Henry Descombin, Jean et Xavier Jureidieu, Eric et Anne-Laure Descombin, ont le deuil de faire part du décès de M. André JUREIDIEU, président-directeur général d'IGOL France, président d'IGOL Industrie, président du Groupement des importateurs licenciés spéciaux, membre du bureau de l'Union nationale de l'industrie et du commerce de lubrifiants, membre du comité de direction de l'Union européenne des indépendants des lubrifiants.

— M. et Mme Jean-Pierre Jureidieu, M. et Mme Henry Descombin, Jean et Xavier Jureidieu, Eric et Anne-Laure Descombin, ont le deuil de faire part du décès de M. André JUREIDIEU, président-directeur général d'IGOL France, président d'IGOL Industrie, président du Groupement des importateurs licenciés spéciaux, membre du bureau de l'Union nationale de l'industrie et du commerce de lubrifiants, membre du comité de direction de l'Union européenne des indépendants des lubrifiants.

— M. et Mme Jean-Pierre Jureidieu, M. et Mme Henry Descombin, Jean et Xavier Jureidieu, Eric et Anne-Laure Descombin, ont le deuil de faire part du décès de M. André JUREIDIEU, président-directeur général d'IGOL France, président d'IGOL Industrie, président du Groupement des importateurs licenciés spéciaux, membre du bureau de l'Union nationale de l'industrie et du commerce de lubrifiants, membre du comité de direction de l'Union européenne des indépendants des lubrifiants.

— M. et Mme Jean-Pierre Jureidieu, M. et Mme Henry Descombin, Jean et Xavier Jureidieu, Eric et Anne-Laure Descombin, ont le deuil de faire part du décès de M. André JUREIDIEU, président-directeur général d'IGOL France, président d'IGOL Industrie, président du Groupement des importateurs licenciés spéciaux, membre du bureau de l'Union nationale de l'industrie et du commerce de lubrifiants, membre du comité de direction de l'Union européenne des indépendants des lubrifiants.

— M. et Mme Jean-Pierre Jureidieu, M. et Mme Henry Descombin, Jean et Xavier Jureidieu, Eric et Anne-Laure Descombin, ont le deuil de faire part du décès de M. André JUREIDIEU, président-directeur général d'IGOL France, président d'IGOL Industrie, président du Groupement des importateurs licenciés spéciaux, membre du bureau de l'Union nationale de l'industrie et du commerce de lubrifiants, membre du comité de direction de l'Union européenne des indépendants des lubrifiants.

— M. et Mme Jean-Pierre Jureidieu, M. et Mme Henry Descombin, Jean et Xavier Jureidieu, Eric et Anne-Laure Descombin, ont le deuil de faire part du décès de M. André JUREIDIEU, président-directeur général d'IGOL France, président d'IGOL Industrie, président du Groupement des importateurs licenciés spéciaux, membre du bureau de l'Union nationale de l'industrie et du commerce de lubrifiants, membre du comité de direction de l'Union européenne des indépendants des lubrifiants.

— M. et Mme Jean-Pierre Jureidieu, M. et Mme Henry Descombin, Jean et Xavier Jureidieu, Eric et Anne-Laure Descombin, ont le deuil de faire part du décès de M. André JUREIDIEU, président-directeur général d'IGOL France, président d'IGOL Industrie, président du Groupement des importateurs licenciés spéciaux, membre du bureau de l'Union nationale de l'industrie et du commerce de lubrifiants, membre du comité de direction de l'Union européenne des indépendants des lubrifiants.

— M. et Mme Jean-Pierre Jureidieu, M. et Mme Henry Descombin, Jean et Xavier Jureidieu, Eric et Anne-Laure Descombin, ont le deuil de faire part du décès de M. André JUREIDIEU, président-directeur général d'IGOL France, président d'IGOL Industrie, président du Groupement des importateurs licenciés spéciaux, membre du bureau de l'Union nationale de l'industrie et du commerce de lubrifiants, membre du comité de direction de l'Union européenne des indépendants des lubrifiants.

— M. et Mme Jean-Pierre Jureidieu, M. et Mme Henry Descombin, Jean et Xavier Jureidieu, Eric et Anne-Laure Descombin, ont le deuil de faire part du décès de M. André JUREIDIEU, président-directeur général d'IGOL France, président d'IGOL Industrie, président du Groupement des importateurs licenciés spéciaux, membre du bureau de l'Union nationale de l'industrie et du commerce de lubrifiants, membre du comité de direction de l'Union européenne des indépendants des lubrifiants.

— M. et Mme Jean-Pierre Jureidieu, M. et Mme Henry Descombin, Jean et Xavier Jureidieu, Eric et Anne-Laure Descombin, ont le deuil de faire part du décès de M. André JUREIDIEU, président-directeur général d'IGOL France, président d'IGOL Industrie, président du Groupement des importateurs licenciés spéciaux, membre du bureau de l'Union nationale de l'industrie et du commerce de lubrifiants, membre du comité de direction de l'Union européenne des indépendants des lubrifiants.

— M. et Mme Jean-Pierre Jureidieu, M. et Mme Henry Descombin, Jean et Xavier Jureidieu, Eric et Anne-Laure Descombin, ont le deuil de faire part du décès de M. André JUREIDIEU, président-directeur général d'IGOL France, président d'IGOL Industrie, président du Groupement des importateurs licenciés spéciaux, membre du bureau de l'Union nationale de l'industrie et du commerce de lubrifiants, membre du comité de direction de l'Union européenne des indépendants des lubrifiants.

— M. et Mme Jean-Pierre Jureidieu, M. et Mme Henry Descombin, Jean et Xavier Jureidieu, Eric et Anne-Laure Descombin, ont le deuil de faire part du décès de M. André JUREIDIEU, président-directeur général d'IGOL France, président d'IGOL Industrie, président du Groupement des importateurs licenciés spéciaux, membre du bureau de l'Union nationale de l'industrie et du commerce de lubrifiants, membre du comité de direction de l'Union européenne des indépendants des lubrifiants.

— M. et Mme Jean-Pierre Jureidieu, M. et Mme Henry Descombin, Jean et Xavier Jureidieu, Eric et Anne-Laure Descombin, ont le deuil de faire part du décès de M. André JUREIDIEU, président-directeur général d'IGOL France, président d'IGOL Industrie, président du Groupement des importateurs licenciés spéciaux, membre du bureau de l'Union nationale de l'industrie et du commerce de lubrifiants, membre du comité de direction de l'Union européenne des indépendants des lubrifiants.

— M. et Mme Jean-Pierre Jureidieu, M. et Mme Henry Descombin, Jean et Xavier Jureidieu, Eric et Anne-Laure Descombin, ont le deuil de faire part du décès de M. André JUREIDIEU, président-directeur général d'IGOL France, président d'IGOL Industrie, président du Groupement des importateurs licenciés spéciaux, membre du bureau de l'Union nationale de l'industrie et du commerce de lubrifiants, membre du comité de direction de l'Union européenne des indépendants des lubrifiants.

— M. et Mme Jean-Pierre Jureidieu, M. et Mme Henry Descombin, Jean et Xavier Jureidieu, Eric et Anne-Laure Descombin, ont le deuil de faire part du décès de M. André JUREIDIEU, président-directeur général d'IGOL France, président d'IGOL Industrie, président du Groupement des importateurs licenciés spéciaux, membre du bureau de l'Union nationale de l'industrie et du commerce de lubrifiants, membre du comité de direction de l'Union européenne des indépendants des lubrifiants.

— M. et Mme Jean-Pierre Jureidieu, M. et Mme Henry Descombin, Jean et Xavier Jureidieu, Eric et Anne-Laure Descombin, ont le deuil de faire part du décès de M. André JUREIDIEU, président-directeur général d'IGOL France, président d'IGOL Industrie, président du Groupement des importateurs licenciés spéciaux, membre du bureau de l'Union nationale de l'industrie et du commerce de lubrifiants, membre du comité de direction de l'Union européenne des indépendants des lubrifiants.

— M. et Mme Jean-Pierre Jureidieu, M. et Mme Henry Descombin, Jean et Xavier Jureidieu, Eric et Anne-Laure Descombin, ont le deuil de faire part du décès de M. André JUREIDIEU, président-directeur général d'IGOL France, président d'IGOL Industrie, président du Groupement des importateurs licenciés spéciaux, membre du bureau de l'Union nationale de l'industrie et du commerce de lubrifiants, membre du comité de direction de l'Union européenne des indépendants des lubrifiants.

## Anniversaires

— Le dimanche 9 janvier 1977, à 11 h. 30, pour le vingt-cinquième anniversaire de la mort du maréchal Jean de LATTRE de TASSIGNY, une messe sera célébrée en l'église Saint-Louis des Invalides, à 14 h. 30, à la messe de ses soldats morts pour la France ou disparus.

— Le dimanche 9 janvier 1977, à 11 h. 30, l'Association Rila et Danube ravivera la flamme pour cet anniversaire.

— Le dimanche 9 janvier 1977, à 11 h. 30, pour le vingt-cinquième anniversaire de la mort du maréchal Jean de LATTRE de TASSIGNY, une messe sera célébrée en l'église Saint-Louis des Invalides, à 14 h. 30, à la messe de ses soldats morts pour la France ou disparus.

— Le dimanche 9 janvier 1977, à 11 h. 30, l'Association Rila et Danube ravivera la flamme pour cet anniversaire.

— Le dimanche 9 janvier 1977, à 11 h. 30, pour le vingt-cinquième anniversaire de la mort du maréchal Jean de LATTRE de TASSIGNY, une messe sera célébrée en l'église Saint-Louis des Invalides, à 14 h. 30, à la messe de ses soldats morts pour la France ou disparus.

— Le dimanche 9 janvier 1977, à 11 h. 30, l'Association Rila et Danube ravivera la flamme pour cet anniversaire.

— Le dimanche 9 janvier 1977, à 11 h. 30, pour le vingt-cinquième anniversaire de la mort du maréchal Jean de LATTRE de TASSIGNY, une messe sera célébrée en l'église Saint-Louis des Invalides, à 14 h. 30, à la messe de ses soldats morts pour la France ou disparus.

— Le dimanche 9 janvier 1977, à 11 h. 30, l'Association Rila et Danube ravivera la flamme pour cet anniversaire.

— Le dimanche 9 janvier 1977, à 11 h. 30, pour le vingt-cinquième anniversaire de la mort du maréchal Jean de LATTRE de TASSIGNY, une messe sera célébrée en l'église Saint-Louis des Invalides, à 14 h. 30, à la messe de ses soldats morts pour la France ou disparus.

— Le dimanche 9 janvier 1977, à 11 h. 30, l'Association Rila et Danube ravivera la flamme pour cet anniversaire.

— Le dimanche 9 janvier 1977, à 11 h. 30, pour le vingt-cinquième anniversaire de la mort du maréchal Jean de LATTRE de TASSIGNY, une messe sera célébrée en l'église Saint-Louis des Invalides, à 14 h. 30, à la messe de ses soldats morts pour la France ou disparus.

— Le dimanche 9 janvier 1977, à 11 h. 30, l'Association Rila et Danube ravivera la flamme pour cet anniversaire.

— Le dimanche 9 janvier 1977, à 11 h. 30, pour le vingt-cinquième anniversaire de la mort du maréchal Jean de LATTRE de TASSIGNY, une messe sera célébrée en l'église Saint-Louis des Invalides, à 14 h. 30, à la messe de ses soldats morts pour la France ou disparus.

— Le dimanche 9 janvier 1977, à 11 h. 30, l'Association Rila et Danube ravivera la flamme pour cet anniversaire.

— Le dimanche 9 janvier 1977, à 11 h. 30, pour le vingt-cinquième anniversaire de la mort du maréchal Jean de LATTRE de TASSIGNY, une messe sera célébrée en l'église Saint-Louis des Invalides, à 14 h. 30, à la messe de ses soldats morts pour la France ou disparus.

— Le dimanche 9 janvier 1977, à 11 h. 30, l'Association Rila et Danube ravivera la flamme pour cet anniversaire.

— Le dimanche 9 janvier 1977, à 11 h. 30, pour le vingt-cinquième anniversaire de la mort du maréchal Jean de LATTRE de TASSIGNY, une messe sera célébrée en l'église Saint-Louis des Invalides, à 14 h. 30, à la messe de ses soldats morts pour la France ou disparus.

— Le dimanche 9 janvier 1977, à 11 h. 30, l'Association Rila et Danube ravivera la flamme pour cet anniversaire.

— Le dimanche 9 janvier 1977, à 11 h. 30, pour le vingt-cinquième anniversaire de la mort du maréchal Jean de LATTRE de TASSIGNY, une messe sera célébrée en l'église Saint-Louis des Invalides, à 14 h. 30, à la messe de ses soldats morts pour la France ou disparus.

— Le dimanche 9 janvier 1977, à 11 h. 30, l'Association Rila et Danube ravivera la flamme pour cet anniversaire.

— Le dimanche 9 janvier 1977, à 11 h. 30, pour le vingt-cinquième anniversaire de la mort du maréchal Jean de LATTRE de TASSIGNY, une messe sera célébrée en l'église Saint-Louis des Invalides, à 14 h. 30, à la messe de ses soldats morts pour la France ou disparus.

— Le dimanche 9 janvier 1977, à 11 h. 30, l'Association Rila et Danube ravivera la flamme pour cet anniversaire.

— Le dimanche 9 janvier 1977, à 11 h. 30, pour le vingt-cinquième anniversaire de la mort du maréchal Jean de LATTRE de TASSIGNY, une messe sera célébrée en l'église Saint-Louis des Invalides, à 14 h. 30, à la messe de ses soldats morts pour la France ou disparus.

— Le dimanche 9 janvier 1977, à 11 h. 30, l'Association Rila et Danube ravivera la flamme pour cet anniversaire.

— Le dimanche 9 janvier 1977, à 11 h. 30, pour le vingt-cinquième anniversaire de la mort du maréchal Jean de LATTRE de TASSIGNY, une messe sera célébrée en l'église Saint-Louis des Invalides, à 14 h. 30, à la messe de ses soldats morts pour la France ou disparus.

— Le dimanche 9 janvier 1977, à 11 h. 30, l'Association Rila et Danube ravivera la flamme pour cet anniversaire.

— Le dimanche 9 janvier 1977, à 11 h. 30, pour le vingt-cinquième anniversaire de la mort du maréchal Jean de LATTRE de TASSIGNY, une messe sera célébrée en l'église Saint-Louis des Invalides, à 14 h. 30, à la messe de ses soldats morts pour la France ou disparus.

## Le P.S. s'apprete à aller

Le conseil d'administration de la direction et le personnel de la P.S.D. (anciennement Bernheim Frères et Fils), ont le deuil de faire part du décès de M. Jean THIBAUT, administrateur de la Société, qui a contribué à son développement depuis 1945, 23, rue de l'Arcade, 75008 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de Mme Luc VERNIN, née Catherine Chancelier, présidente de «*Beau Voyage*», survenue subitement le 12 décembre, à l'âge de trente-deux ans. La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité à La Haye.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Luc VERNIN, président de «*Beau Voyage*», survenue subitement le 12 décembre, à l'âge de trente-deux ans. La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité à La Haye.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Luc VERNIN, président de «*Beau Voyage*», survenue subitement le 12 décembre, à l'âge de trente-deux ans. La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité à La Haye.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Luc VERNIN, président de «*Beau Voyage*», survenue subitement le 12 décembre, à l'âge de trente-deux ans. La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité à La Haye.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Luc VERNIN, président de «*Beau Voyage*», survenue subitement le 12 décembre, à l'âge de trente-deux ans. La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité à La Haye.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Luc VERNIN, président de «*Beau Voyage*», survenue subitement le 12 décembre, à l'âge de trente-deux ans. La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité à La Haye.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Luc VERNIN, président de «*Beau Voyage*», survenue subitement le 12 décembre, à l'âge de trente-deux ans. La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité à La Haye.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Luc VERNIN, président de «*Beau Voyage*», survenue subitement le 12 décembre, à l'âge de trente-deux ans. La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité à La Haye.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Luc VERNIN, président de «*Beau Voyage*», survenue subitement le 12 décembre, à l'âge de trente-deux ans. La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité à La Haye.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Luc VERNIN, président de «*Beau Voyage*», survenue subitement le 12 décembre, à l'âge de trente-deux ans. La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité à La Haye.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Luc VERNIN, président de «*Beau Voyage*», survenue subitement le 12 décembre, à l'âge de trente-deux ans. La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité à La Haye.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Luc VERNIN, président de «*Beau Voyage*», survenue subitement le 12 décembre, à l'âge de trente-deux ans. La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité à La Haye.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Luc VERNIN, président de «*Beau Voyage*», survenue subitement le 12 décembre, à l'âge de trente-deux ans. La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité à La Haye.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Luc VERNIN, président de «*Be*



# ÉDUCATION

## APRÈS UNE « ERR EUR DE MÉTHODE »

### Le P.S. s'apprête à atténuer sa position sur l'enseignement privé

Devant l'émotion que suscitent depuis plusieurs semaines les propositions de nationalisation de l'enseignement privé contenues dans l'avant-projet de plan du parti socialiste pour l'éducation (« le Monde » du 26 octobre 1976), le P.S. a décidé, mercredi 5 janvier, au cours d'une réunion spéciale de son secrétariat national, de modifier la présentation de

sa position officielle sur ce sujet. Cette position — qui devrait faire l'objet, le 12 janvier prochain, d'un article de M. François Mitterrand dans « l'Unité », hebdomadaire socialiste — sera, probablement, marquée par l'atténuation sensible du chapitre intitulé « Nationaliser l'éducation », élaboré par l'équipe de M. Louis Mexandeau, député du Calvados.

délégué national à l'éducation et animateur de l'actuel avant-projet.

De toute évidence, le P.S. souhaite voir cesser, dans l'opinion et dans ses rangs, les querelles nées autour de ce qui est avant tout considéré par les instances supérieures du parti comme une erreur tactique.

A l'origine de ce qui a fini par devenir, au P.S., l'« affaire Mitterrand », quelques lignes de la chronique hebdomadaire du premier secrétaire du parti socialiste dans « l'Unité ». Le projet éducatif établi par M. Louis Mexandeau (et la délimitation de l'éducation nationale (...), bien qu'ayant été retenu dans ses grandes lignes par le comité directeur et diffusé à ce titre, n'en garde pas moins son caractère de document préparatoire pouvant être amendé (...)). Il rappelait qu'un avant-projet ne devait pas « engager » le parti.

Pour les militants rompus au style de M. François Mitterrand, une telle constatation équivalait à une sanction. Le risque était même grand, estimait certains, de voir l'avant-projet oublié dans un tiroir. D'autant que, le 30 novembre 1976, lors de la journée socialiste sur l'enseignement supérieur, le premier secrétaire du parti avait déjà mis les points sur les « *... en affirmant que les propositions élaborées par la délégation à l'éducation ne constituaient pas la « loi du parti »* ». Ce double avertissement est venu trop tard. L'avant-projet était déjà considéré à l'extérieur

comme un texte officiel, et, à peine connu, une faule en avait été faite. En tout cas, l'interprétation des organisations liées à l'enseignement privé.

Il aura suffi, en fait, d'une confusion, lors de l'examen, en septembre 1976, du projet par le comité directeur du P.S. pour que ce « document préparatoire » soit venu à la presse, au lieu d'être diffusé uniquement dans les sections locales pour servir de base de discussion, conformément aux décisions prises.

Le contenu exact du projet était fort mal connu des membres du comité directeur eux-mêmes. Au cours de la réunion, M. Louis Mexandeau aurait simplement donné lecture d'une motion — elle aurait reçu l'aval du premier secrétaire — résumant les grandes lignes des propositions et se terminant par un appel au militantisme des enseignants socialistes dans leurs syndicats. La question de l'enseignement privé — ou du moins les conséquences qu'elle peut entraîner sur le plan électoral — n'aurait pas pu échapper autrement aux membres de cette instance dirigeante. « Nous avons commis une petite erreur de méthode », reconnaît M. Claude Estier, porte-parole du P.S.

Cette erreur a, cependant, déclenché une tempête dont l'équipe de M. Mexandeau assure n'avoir prévu ni l'ampleur ni l'ampleur. La réunion du secrétariat national a eu pour première tâche, mercredi, de calmer les esprits et d'atténuer le militantisme, tant des milieux religieux que des usagers des écoles libres.

#### L'opposition des tendances

Pour cela, le P.S. semble être dédoublé, tout en maintenant le principe de la nationalisation de l'enseignement privé, à gommer les aspérités du texte initial : il pourrait s'agir d'une question, en effet, de désigner des régions à « nationalisation prioritaire ». Les modalités d'intégration pourraient être assouplies. Ainsi le refus de l'État de reconnaître les établissements ou des enseignants serait plus largement négociable.

Il est aussi possible que le P.S. redéfisse sa conception des contrats entre ces établissements et l'État (l'avant-projet prévoyait que l'État refuserait désormais les contrats simulés qui se limitent à la prise en charge des traite-

ments des maîtres). Et, dans un premier temps, c'est-à-dire au moins jusqu'aux élections municipales, il pourrait être demandé aux municipalités socialistes de jouer un rôle modérateur en ce domaine.

Ces assouplissements seraient aisément assimilés à une faule en avant, à la recherche d'une prudence tout électorale, si la soudaine réapparition de l'opposition entre les écoles religieuses et laïques n'avait été soutenue, voire volontairement amplifiée, de l'intérieur même du P.S. En quelques semaines, l'avant-projet éducatif de simple « document préparatoire », est devenu un enjeu important de la course à l'influence entre les cour-

ants. Ainsi, on rapporte que la diffusion, par des amis de M. Pierre Mauroy, de l'avant-projet, aurait été volontairement retardée pendant le voyage du premier secrétaire du P.S. en Israël à la fin du mois d'octobre. Ces insinuations cherchent à établir que certains militants proches de la tendance syndicaliste Unité, indépendance et démocratie (U.I.D.), majoritaire à la Fédération de l'éducation nationale, reprochent à M. Louis Mexandeau ses liens avec une tendance adverse, Unité et action, proche des communistes. Et que cette opposition se serait retrouvée dans la phase d'élaboration des propositions éducatives.

Plus généralement, semble-t-il, l'entourage du délégué national à l'éducation reproche à certains responsables, proches du courant animé par M. Michel Rocard, secrétaire national, d'avoir cherché, à travers la querelle sur l'école libre, à atténuer l'adhésion favorable de l'avant-projet par les sections du parti. Et de nombreux amendements doivent remonter à Paris — et à amener M. François Mitterrand à retirer sa confiance à M. Mexandeau pour une erreur tactique. A en croire les résultats de la réunion du secrétariat national, cette démarche, si elle est réelle, aurait abouti, sans le parti concerné, à la nationalisation de l'enseignement privé étant, semble-t-il, remise sur le métier.

PHILIPPE BOGGIO.

## Politique d'abord

« Politique d'abord » : telle paraît bien être, aujourd'hui, la consigne des partis de gauche sur les problèmes d'éducation. Depuis la rédaction en 1972 du programme commun de gouvernement, communistes et socialistes s'étaient montrés soucieux de présenter des projets précis, voire d'en chiffrer le coût (comme lors des élections législatives de 1973). Les communistes ayant présenté une proposition de loi sur l'éducation (« reconstruire l'école »), les socialistes n'avaient pas voulu être en reste : leur travail a abouti au « projet de plan socialiste », rendu public à la rentrée dernière.

Aujourd'hui, le souci de définir une « transformation sociale de l'école » le cède à l'opportunité. Le P.S. abandonne l'idée d'une nationalisation rapide de l'enseignement privé, prévue dans le « projet de plan » : celle-ci avait entraîné de vigoureuses protestations dans certains milieux catholiques, et, pour triompher en 1978 et élargir le terrain lors des élections municipales de mars prochain, aucune voix ne doit manquer à l'appel.

Mais les communistes n'ont pas un point de vue très différent. S'ils continuent à « affirmer » certains points de leur projet, par exemple, le contenu de l'enseignement, ils souhaitent replacer cela dans une analyse politique générale. D'autre part, ils entendent renforcer leur position chez les enseignants, non

pas tant dans les appareils syndicaux qu'à la base, en multipliant les cellules dans les établissements scolaires : ils seront ainsi doublement présents lors des discussions qui suivront l'arrivée de la gauche au gouvernement.

Cette attitude est compréhensible. Les responsables des partis ne peuvent contrôler a priori la situation dans laquelle ils arriveront au pouvoir ; ils ne veulent donc pas se lier les mains. Selon l'expression de l'un d'eux, « nous ne pouvons pas prendre le risque de préconiser des mesures sur lesquelles il nous faudrait revenir dès notre arrivée au gouvernement ». Aux préoccupations électorales s'ajoute la pression des syndicats d'enseignants qui souhaitent que leur point de vue soit pris en compte. Mais cette attitude pragmatique ne comporte-t-elle pas un autre risque, celui d'oublier les projets de réforme au profit de l'arrivée au pouvoir ?

GUY HERZLICH.

**GARDE-MEUBLES BAILLY.**  
567.43.00  
100 AV. DU MAINE / 75014 PARIS

#### FORMATION PERMANENTE

— STAGES DE LANGUES (6 heures par semaine) : ANGLAIS, ALLEMAND, ARABE, ITALIEN, PORTUGAIS, BRÉSILIEN, ESPAGNOL.  
— FORMATION DE BIBLIOTHECAIRES, DOCUMENTALISTES : 2 heures par semaine.  
— EXPRESSION ORALE ET ÉCRITE : A PARTIR DE JANVIER : le jeudi de 13 heures à 17 heures pendant dix semaines.  
— POUR JOURNALISTES ET REDACTEURS : approche sociologique du discours : A PARTIR DE JANVIER : le lundi de 13 heures à 17 heures pendant dix semaines.  
CENTRE DE FORMATION PERMANENTE UNIVERSITÉ PARIS XII, 13, rue de Sceaux, PARIS-15 (BOULEVARD 218).  
TÉLÉPHONE : 533-33-53 - 707-43-19, POSTE 408.

## LA SUSPENSION DES STAGES DE FORMATION

### Le Syndicat des instituteurs condamne les « contradictions » de M. Haby

« Il y a contradiction fondamentale entre les propos et les actes du ministre de l'éducation », estime le Syndicat national des instituteurs (S.N.I.-P.E.G.C.), qui s'est vivement élevé, mercredi 5 janvier, au cours d'une conférence de presse, contre deux exemples de cette « contradiction » : les projets de décrets relatifs aux futurs programmes et horaires dans le premier cycle et la demande de suppression par M. Haby, ministre de l'éducation, des stages de formation pédagogique au cours du mois de janvier (« le Monde » du 5 janvier).

Pour les responsables du S.N.I.-P.E.G.C., le ministre tente, pour pallier son incapacité à tirer les conséquences du réajustement de la formation continue des maîtres, de la suppression du corps des instituteurs et P.E.G.C. (le pourcentage de femmes institutrices serait passé de 88 à 75 % en dix ans et la moitié d'entre elles auraient moins de trente-deux ans), de remettre en cause un accord important (qui date de 1972) : la formation continue des maîtres. M. Guy Georges, secrétaire général du Syndicat, estime que le « prétexte » invoqué (« assurer le fonctionnement normal des classes et assurer en priorité les moyens de suppléance pour le remplacement des maîtres en congé de maladie durant cette période ») n'a d'autre but que d'utiliser à mauvais escient les quatre mille neuf cents postes de titulaires remplaçants créés en 1972 pour assurer l'indépendance des stagiaires. M. Guy Georges a précisé qu'en tout état de cause les stages prévus n'auraient jamais lieu s'ils ne commencent pas aux dates prévues (le 3 et le 4 janvier) et que le S.N.I.-P.E.G.C. avait invité les stagiaires à rejoindre leurs lieux de stage. Le S.N.I.-P.E.G.C. fait état de « perturbations » apportées au déroulement des stages dans un petit nombre de départements seulement. Le Syndicat s'est déclaré prêt à lutter contre cette tentative de « masquer des besoins au lieu de les couvrir ».

#### M. Haby : une mesure provisoire.

M. Haby avait affirmé mercredi à l'Élysée qu'il s'agissait d'une « mesure provisoire » et qu'il n'envisageait « en aucun cas » de revenir sur les dispositions prises en 1972 pour la formation continue des instituteurs, que « les syndicats » acceptent de reconnaître un « avantage acquis », et qu'il juge pour sa part, comme « un caractère normal de la fonction d'enseignant », « s'il souhaite que mes services et S.N.I. s'entendent sur la mesure à la fin de l'année scolaire. La mesure a priori de formation continue entraîne un chômage des instituteurs qui devraient suivre un stage cette année », et aggraver le retard pris en ce domaine. Alors que l'on avait annoncé en 1972 que presque tous les instituteurs pourraient bénéficier d'un stage dans les six années suivantes, quatre ans plus tard, moins de la moitié en ont bénéficié.

au remplacement des maîtres absents, et attendre quelques semaines, voire quelques mois, pour les stages ».

M. Haby a souligné que cette « mesure provisoire » était rendue nécessaire par l'augmentation de l'absentéisme « qui ne touche pas seulement les instituteurs, mais l'ensemble des enseignants, de la fonction publique et des salariés dans les bureaux. Le budget m'accorde 5 % de crédits pour le remplacement des maîtres absents. Or, l'an dernier, le taux d'absentéisme a dépassé 6 % et en janvier, février, et même mars, il atteint 10-12 %. Les remplaçants dont nous disposons ne suffisent pas à la pointe des mois d'hiver où se conjuguent les congés de maladie et l'accroissement de l'absentéisme ». Pour 1978, a annoncé le ministre, « nous demanderons des moyens supplémentaires de remplacement ».

D'autre part, pour marquer son opposition à la réforme des programmes et des horaires en 6<sup>e</sup> (le Monde du 15 décembre), le S.N.I.-P.E.G.C. va engager, en liaison avec la Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques (Fédération Corne), une action de « sensibilisation » contre des mesures d'une telle nature. Les deux organisations demanderont à leurs militants d'obtenir la convocation des conseils d'administration des établissements pour « établir un inventaire précis des besoins réels et se prononcer sur l'application des dispositions prévues ».

Le S.N.I.-P.E.G.C. estime que le projet révisé ne dépassait pas trente élèves est un « engagement de moyens nouveaux positifs ». Mais cet engagement est « tout de suite hypothéqué et remis en question par des mesures portant sur la modification des horaires ». Le S.N.I.-P.E.G.C. conteste la réduction de l'horaire obligatoire d'éducation physique et la « régression inacceptable des horaires des matières de base ». Le Syndicat qualifie de « dupes » les activités de soutien qui ne viennent renforcer qu'un nombre insuffisant de cours communs. Les élèves risquent aussi d'être placés « dans les conditions les plus défavorables pour recevoir le soutien en fin de journée ou de semaine ».

Le Syndicat général de l'éducation nationale C.F.P.T. critique la suspension des stages de formation, décision « prise au mépris des personnels des centres de formation en baissant les exigences par rapport aux centres de formation », et qu'il juge « une mesure à la fin de l'année scolaire. La mesure a priori de formation continue entraîne un chômage des instituteurs qui devraient suivre un stage cette année », et aggraver le retard pris en ce domaine. Alors que l'on avait annoncé en 1972 que presque tous les instituteurs pourraient bénéficier d'un stage dans les six années suivantes, quatre ans plus tard, moins de la moitié en ont bénéficié.

**APPRENEZ L'ANGLAIS EN ANGLETERRE**

- \* Hôtel confortable et école dans le même bâtiment.
- \* 3 heures de cours par jour, pas de limite d'âge.
- \* Petits groupes (maximum 9 étudiants).
- \* Écoulements dans toutes les chambres. Laboratoire moderne de langues.
- \* École reconnue par le ministère de l'éducation britannique.
- \* Prix très intéressants : nourriture, logement, etc. Situation tranquille bord de mer.

ÉCRIRE AU :  
**REGENCY SCHOOL OF ENGLISH**  
RAMSGATE, Kent, Grande-Bretagne.  
Tél. : TRAFALGAR 512-12, ou Mme Smith, 4, rue de la Pépinière, 93 - EADONNE. Tél. 836-25-33 ou soirée.

Centre **ISTH** Centre **AUTEUIL - TOLBIAC**  
Institut privé des Sciences et Techniques humaines  
**PRÉPARATIONS SEMESTRIELLES HEC-ESCAE-II<sup>e</sup>A**

- Préparation au concours d'entrée directe en 2<sup>e</sup> année
- Février à Septembre 1977

**ENA**

- Préparation aux concours juridique et économique
- Janvier à Septembre 1977
- ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVE DEPUIS 24 ANS

**AUTEUIL** 6, Av. Léon-Henry 75016 Paris - Tél. 224.10.72  
**TOLBIAC** 83, Av. d'Italie 75013 Paris - Tél. 588.63.31

**EXPRESSION ÉCRITE ET ORALE**

La Formation Permanente organise un stage de 48 heures, tous les VENDREDIS de 9 h. 30 à 16 h. 30, DU 29 JANVIER AU 4 MARS 1977.

Renseignements et inscriptions : FORMATION PERMANENTE, Université de Paris VII, Route de la Touraille, 75012 Paris Tél. 374-12-50, poste 388 et 374-92-38.

**VOITURES D'EXPORTATION T.T.**

**SEDAX** 3, rue Scheffer, 75018 Paris  
727.64.64 + 553.28.51 +  
Citroën • Peugeot • Renault • Simca-Chrysler • Mazda  
Toutes marques étrangères

Finition exportation  
Faible kilométrage  
Garantie usine  
Toutes possibilités de crédit-leasing

EXPOSITION PERMANENTE DE 150 VEHICULES DE 8 H A 19 H.  
DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE BARRIÈRE

## Libres opinions

### Le libre choix

par GUY GUERMEUR (\*)

DEPUIS vingt-cinq ans, l'Association parlementaire pour la liberté d'enseignement s'est donné un objectif : le choix de leur école par chacune des familles de France.

1) Pour nous, la famille est la cellule de base de la société. L'enfant appartient à la famille avant d'être à l'État. Les parents doivent assumer l'éducation de cet enfant, c'est-à-dire choisir l'ensemble des valeurs qui formeront pour la vie son patrimoine intellectuel et moral.

Or, aujourd'hui, assumer l'éducation, c'est choisir l'école, non seulement le type d'enseignement — public ou privé, — mais, dans toute la mesure du possible, l'établissement, les maîtres, les méthodes pédagogiques, le climat de la communauté éducative.

2) Le choix de l'éducation n'est possible qu'à deux conditions : la liberté pour toute personne qualifiée de fonder une école, et de la proposer aux familles ; l'égalité scolaire, c'est-à-dire que soient les ressources et les charges familiales. La liberté de l'enseignement ne saurait être chez nous une liberté pour les riches.

3) C'est à l'État de garantir la liberté : c'est donc à lui d'assurer la possibilité du choix pour les parents. Cela implique pour l'enseignement privé la parité avec le secteur public : aide financière aux établissements, traitement égal des maîtres. En contrepartie, l'école privée doit assurer le niveau de compétence et la qualité de la gestion.

Des questions importantes ont retenu plus particulièrement notre attention au cours de ces dernières années :

- Rétablissement de l'allocation scolaire injustement supprimée aux écoles primaires ;
- Réévaluation du « forcé d'externat » : l'aide publique au fonctionnement des écoles secondaires accusait un retard de 66 % ;
- Convention de coopération entre l'enseignement agricole privé et l'État.

Voilà et, inscription dans la loi Haby du principe de non-discrimination entre enseignement public et privé.

Nous commençons à être entendus par l'État, qui doit maintenant appliquer la loi Débré de 1959, apporter une assistance financière au fonctionnement des écoles, rémunérer les maîtres, exécuter les conventions signées.

Pour l'avenir, il nous faut libérer les bastilles administratives des réticences qui persistent çà et là dans l'application de la loi. Au-delà, il reste à obtenir une aide financière pour la construction des écoles privées. La vie appelle la vie : à laisser survivre les classes rurales sans permettre des implantations nouvelles dans les zones urbanisées, le gouvernement abandonnerait l'école privée au reploi, à la récession et à la mort.

D'autre part, la sécurité de l'emploi des maîtres est pour nous une constante préoccupation. Nous estimons qu'elle peut être assurée par un organisme de coordination privé reconnu par l'État. Ce dernier doit encore porter la charge financière de la formation des enseignants privés.

Bref, nous voulons voir s'inscrire dans les faits la non-discrimination prévue par la loi.

Nous cheminons sur une longue route, sereinement et régulièrement, parce que, avec nous, le peuple français, dans son immense majorité, a dépassé les conceptions érigées des partis du monopole et de la guerre scolaire.

Pour nos compatriotes, la guerre des écoles n'est plus qu'un vestige anachronique des luttes partisans de la III<sup>e</sup> République. Il y a longtemps que le « petit père » Combès a disparu. Un large consensus existe aujourd'hui pour encourager l'État à dépasser l'affirmation formelle de la liberté, pour donner à celle-ci un contenu concret, bref, pour donner aux écoles privées les moyens matériels de leur mission éducative. Des sondages apportent sur ces points une réponse massive de la population.

Peut-être ce constat de liberté en marche est-il pour l'essentiel à l'origine des dispositions agressives contenues dans l'avant-projet de « plan socialiste pour l'éducation nationale », récemment publié. Ce texte confirme la menace du programme commun.

Un plan de nationalisation à réaliser immédiatement prévoit l'asphyxie financière et, en conséquence, l'intégration pure et simple de l'enseignement privé à l'État, à commencer par les régions qui lui sont le plus attachées.

Le document socialiste nie le droit au caractère propre de l'école en France ; il prononce l'assimilation autoritaire dans un ensemble lourdement bureaucratique.

Les notions de choix des familles, de goût personnel, sont effacées au nom d'un égalitarisme simpliste.

L'exercice pratique de la liberté scolaire ne serait plus, désormais, accessible qu'aux plus fortunés, seuls capables de financer les écoles de l'élite sans l'aide de l'État.

De tout cela, l'opinion publique est profondément choquée. Nombreux parmi les militants chrétiens du parti socialiste se détournent, déçus et révoltés, par l'intolérance que dissimulait encore le masque d'un nouvel humanisme.

Par ces propositions, le P.S. se met en contradiction avec l'ensemble de sa politique, fondée, nous dirons, sur la liberté et l'autogestion, sur « la droite à la pluralité et à la différence ». Les mesures prévues pour venir à bout de l'enseignement libre jettent une lumière singulièrement révélatrice sur l'ensemble du projet socialiste et, au-delà, sur la crédibilité des objectifs de ce parti.

Nous n'avons pas pour but, au sein de notre association, d'opposer l'enseignement privé et l'école publique, ce qui serait ridicule et injuste, mais, bien au contraire, d'obtenir pour l'un et pour l'autre les moyens nécessaires à leur belle mission commune : le service public de l'éducation, c'est-à-dire le bien de l'enfant et de la collectivité nationale.

(\*) Délégué (R.P.R.) du Planisète, secrétaire général de l'Association parlementaire pour la liberté d'enseignement.

Remarque

Communication

SOLDES jusqu'à 50%

SONA















































PRESSE

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

REACTIONS  
A PROPOS DE LA DISPARITION  
DE « L'AGENCE NOUVELLE »

La section de la région parisienne du Syndicat national des journalistes (autonome) s'élève contre la disparition annoncée du quotidien *L'Agence Nouvelle*, qui doit entraîner la liquidation de quarante-huit personnes, et ce dans le mépris total de l'information des salariés de l'entreprise. Le S.N.J. ajoute : « Engagé dans une politique de lutte en faveur, et aux prises avec des problèmes de trésorerie, le groupe *Opinion-Vie* française est aujourd'hui victime de sa propre politique. Refusant de l'assumer, il préfère sacrifier ses titres pour se tirer d'une situation difficile. La section parisienne du S.N.J. conclut le communiqué, prendra toutes les mesures nécessaires pour sauvegarder la situation de l'emploi dans l'entreprise et faire valoir les droits des salariés. »

Pour sa part, la société des Editions *Vieillesse*, propriétaire du fonds de commerce de *L'Agence Nouvelle*, a été nommée M. Roger Giquel en vue de la fusion avec le *Capital* pour créer l'Agence *Nouvelle*, fait toutes réserves sur la décision unilatérale prise par le groupe *Opinion-Vie* française. Cela vaut pour tous transferts éventuels d'éléments du fonds de commerce (clients, publicité). Le dernier numéro de *L'Agence Nouvelle* paraîtra le vendredi 7 janvier.

LE QUOTIDIEN D'ORAN  
« LA RÉPUBLIQUE »  
EST ENTIÈREMENT ARABISÉ

Le quotidien d'Oran la *République* est totalement arabisé depuis le 1<sup>er</sup> janvier. Il s'appelle désormais *Al Djoumhouriya*. Afin que les Oranais puissent disposer des premières heures de la matinée d'un journal en langue française, *Al Djoumhouriya* possède désormais un centre d'impression dans la grande métropole de l'Ouest. Celui-ci utilise les « films » fabriqués à Alger et la transmission des pages se fera ultérieurement par fax-simili.

L'Algérie compte donc maintenant trois quotidiens en arabe, *Al Djoumhouriya* s'ajoutant à *Al Nasr* (la Victoire), publié à Constantine, et à *Ach Chabab* (la Jeunesse), publié à Alger. *Al Djoumhouriya*, en français, reste cependant de loin le premier quotidien du pays par son tirage. — (A.F.P. Reuters.)

CONJONCTURE

LE C.N.P.F. : un recul sensible de la production est improbable.

« Le rythme d'expansion s'est ralenti. Mais l'hypothèse d'un recul sensible de la production dans les prochains mois apparaît improbable en raison de l'évolution mondiale et de la politique économique suivie par les deux pays dont le poids est le plus important, États-Unis et Allemagne fédérale », écrit le C.N.P.F. dans son analyse mensuelle de la conjoncture.

Cependant, poursuit le C.N.P.F., l'avenir immédiat comporte une phase très difficile, marquée à la fois par un effort pour ralentir l'inflation et par une baisse de l'activité. La conjonction de ces facteurs pèsera sur les résultats des entreprises dans les prochains mois et sera particulièrement défavorable aux entreprises à forte intensité de capitaux. Des perspectives plus satisfaisantes pourront être envisagées lorsque la modération des prix et des coûts sera durablement acquise.

« Les très forts accroissements des importations n'apparaissent pas uniquement liés à des causes conjoncturelles. On assiste en effet à un gonflement des importations dans certains secteurs, en raison du bas niveau des prix et des produits importés et d'un degré relativement élevé d'utilisation de nos capacités de production dans certaines industries. En revanche, la progression des exportations est demeurée normale dans l'ensemble, et l'on doit compter sur l'évolution de la conjoncture mondiale. Le maintien de la parité du franc vis-à-vis du dollar représente, par ailleurs, un élément favorable au rétablissement de l'équilibre général de notre économie. »

OUVERTURE  
DES NÉGOCIATIONS SALARIALES  
DANS LE SECTEUR NATIONALISÉ  
AVANT LA FIN DU MOIS

Les discussions sur l'évolution des salaires, en 1977, dans le secteur nationalisé seront entamées d'ici à la fin du mois de janvier. Si la date n'est pas encore fixée pour les Houillères et la R.A.T.P., elle l'est déjà pour d'autres entreprises : le 14 janvier à la S.N.C.F. et le 20 janvier à la S.N.O.F.

Les cheminots C.F.T.C. ont précisé qu'ils ne participeraient pas à des mouvements de grève pendant la période de discussions. Quant aux cinq syndicats des Houillères, ils ont annoncé, en commun, qu'ils déclencheront une grève d'avertissement de vingt-quatre heures, à compter du 15 janvier, si les négociations ne commencent pas avant le 15 janvier.

CONFLITS ET REVENDICATIONS

Des conflits nouveaux prennent le relais des grèves qui s'arrêtent

Deux conflits parisiens viennent de se terminer : le personnel de la Belle Jardinière (voir page 24) et celui de la Calise d'Argenteuil (voir page 24). Le 6 janvier, les employés de la Calise ont repris le travail. Les employés de la Belle Jardinière ont décidé d'observer une grève de vingt-quatre heures, le 26 janvier, date à laquelle le tribunal de grande instance de Paris doit juger l'affaire sur le fond, notamment le problème du versement intégral de la prime de fin d'année.

A Brest, l'occupation de la bonneterie Transocéan s'est achevée, mardi 4 janvier. Une délégation C.G.T. de l'entreprise a remis les clés de l'usine à la mairie. Cette bonneterie a cessé toute activité depuis dix mois, après le dépôt de bilan et le licenciement du personnel. L'affaire a été placée en liquidation de biens.

En revanche, les cent soixante-dix ouvriers de la conserverie de la coopérative maritime Biscok, de Saint-Jean-de-Luz (Pyrénées-Atlantiques) et les cent trente salariés de la société C.M.C. (Poulx) (usine de cuisine), à Quimper (Finistère), tous menacés de licenciement après le dépôt de bilan de leur entreprise respective, occupent leurs locaux depuis le début de la semaine. D'autre part, les syndicats viennent de confirmer la cessation totale d'activité, au 31 décembre dernier, des papeteries Barjon, à Moltras (Isère). Les cent onze personnes encore employées ont reçu leur lettre de licenciement.

Aux Bennes Marrel, nous indiquons notre correspondant à Saint-Etienne, les quatre mille cinquante ouvriers « horaires » de cette importante entreprise métallurgique implantée à Andrézieux-Bouthéon (Loire) ont reconstruit le mouvement de grève déclenché pour protester contre l'annonce de cent soixante licenciements. Le P.-O.G. de cette société, M. d'Assier, a déposé une plainte, mercredi 5 janvier, contre un délégué C.G.T. après le tris d'une porte d'un bureau de la direction. Quelques bouillottes se sont projetées sur les piquets de grève et des caïdes.

Plusieurs autres grèves se poursuivent :

• A MARCOULE (Gard), cent vingt salariés du centre de traitement des combustibles de l'usine atomique ont cessé le travail depuis maintenant soixante-trois jours. L'initiative a été prise par le P.O., afin d'obtenir de la direction que les cycles combustibles restent dans le secteur public. Les syndicats réclament la « résurgence immédiate des discussions communales les 7 et 8 décembre ». Cette grève, selon la C.F.D.T. et F.O., provoque la mise en chômage technique de

HONORAIRES  
MÉDICAUX

APRÈS LES SANCTIONS  
CONTRE 90 MÉDECINS  
LA C.S.M.F. LANCE UN APPEL  
À LA CONCILIATION

La Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.) a confirmé son intention de déclencher une grève administrative si les caisses nationales d'assurance-maladie n'annulent pas la mise hors convention de quatre-vingt-dix médecins parisiens, sanctionnés par la caisse parisienne (le Monde du 6 janvier). Le C.S.M.F. lançant une sorte d'appel à la conciliation, laisse cependant « une semaine » aux caisses nationales d'assurance-maladie pour remonter à des tensions discriminatoires et arbitraires.

De son côté, la Fédération des médecins de France (F.M.F.), qui ne conteste pas les tarifs conventionnels, déclare qu'elle refuse « dorénavant de tenir à bout de bras les arrangements et les erreurs de la C.S.M.F. » et met « solennellement » en garde tous les praticiens contre une agitation qui remettrait en cause la politique conventionnelle.

Aux Presses de la Cité  
M. CLAUDE NIELSEN  
SUCCEDE A SON PÈRE

M. Claude Nielsen a été nommé président des Presses de la Cité par le conseil d'administration de ce groupe, en remplacement de son père, M. Sven Nielsen, décédé le 30 décembre dernier. A compter du 5 janvier, il assume la présidence de la société et la direction du groupe des Presses de la Cité.

Les administrateurs ont, en outre, maintenu M. Bernard de Fallois au poste de directeur général.

GRAVE À AIR FRANCE  
LE 10 JANVIER

Le personnel navigant technique d'Air France, commandés de bord pilotes et mécaniciens — a décidé une grève de vingt-quatre heures, le lundi 10 janvier, pour s'opposer à la destruction d'une dizaine de Boeing-707 A à la progression constante des affectations à d'autres compagnies (30 000 heures de vol par an sur 300 000), à la fermeture de lignes importantes en 1977, dont la ligne Tokyo-Papeete-Lima (le Monde du 28 décembre).

Selon les syndicats, ces mesures traduisent la politique générale de récession décidée par la direction d'Air France.

GRÈVE À AIR FRANCE  
LE 10 JANVIER

Le personnel navigant technique d'Air France, commandés de bord pilotes et mécaniciens — a décidé une grève de vingt-quatre heures, le lundi 10 janvier, pour s'opposer à la destruction d'une dizaine de Boeing-707 A à la progression constante des affectations à d'autres compagnies (30 000 heures de vol par an sur 300 000), à la fermeture de lignes importantes en 1977, dont la ligne Tokyo-Papeete-Lima (le Monde du 28 décembre).

Selon les syndicats, ces mesures traduisent la politique générale de récession décidée par la direction d'Air France.

AFFAIRES

LES LABORATOIRES SERVIER  
CANDIDATS  
AU RACHAT DE RETI

Les Laboratoires Servier envisagent de prendre le contrôle de la société RETI (Recherche et Expansion Industrielle). Le directeur Servier, président de la firme pharmaceutique, a déclaré que des études étaient activement menées dans ce sens. AKZO-Pharmas, division pharmaceutique du groupe chimique hollandais AKZO, avait un moment envisagé de lancer une O.P.A. sur les cinq cent vingt actions composant le capital de RETI (« le Monde » du 16 décembre 1976). Mais la Ruse de RETI avait refusé son « feu vert » tant que toutes les possibilités d'une solution française n'auraient pas été épuisées. La cotation des actions RETI, suspendue le 6 décembre dernier, n'a toujours pas repris.

Les activités des Laboratoires Servier et de RETI sont complémentaires, tant dans le domaine de la recherche qu'en ce qui concerne la production de produits pharmaceutiques. Un rapprochement apparaît dès lors parfaitement plausible.

En prenant le contrôle de RETI, le groupe Servier attendrait vraisemblablement de telles internationalisations avec un chiffre d'affaires consolidé proche de 700 millions de francs, qui le situerait parmi les leaders de l'industrie pharmaceutique française. — A.D.

AUTOMOBILE

Le 18 janvier  
M. GIOVANNI AGNELLI  
PRÉSENTERA  
AUX ACTIONNAIRES DE FIAT  
L'ACCORD AVEC LA LIBYE

(De notre correspondant.)

Rome. — Une assemblée extraordinaire des actionnaires de Fiat est convoquée à Turin pour le mardi 18 janvier, afin de se prononcer sur l'accord conclu le mois dernier entre la direction de la firme automobile et la Libye Arab Fatah pour la cession de la majorité d'une augmentation de capital qui lui serait réservée, ce qui ferait d'elle le deuxième actionnaire du groupe, avec 5,1 % des parts.

Dans une lettre aux actionnaires, M. Giovanni Agnelli, P.-D. G. de Fiat, cherche à écarteler les prévisions de certains petits porteurs qui ne voient pas d'un bon œil l'arrivée fracassante du colonel Kadhafi sur le marché italien. Il rappelle une nouvelle fois les avantages de cette opération, qui démontre « la crédibilité internationale du groupe », et demande aux actionnaires de ne pas manquer l'assemblée. La famille Agnelli ne décline en effet que 33 % du capital social de Fiat : c'est une proportion suffisante pour gouverner l'entreprise, mais non pour faire approuver un accord aussi important. Seule une majorité de plus de 50 % des voix peut conduire les porteurs de parts à rancœur au droit d'option sur les nouvelles actions de Fiat, toutes destinées à la Libye, qui les paiera à un prix prohibitif.

M. Agnelli peut compter sur l'appui de plusieurs grandes banques. Il redoute néanmoins l'assemblée qui, lors des précédentes assemblées, avait empêché d'atteindre la majorité absolue. La réunion du 18 janvier pourrait être houleuse. On s'attend notamment à la création d'une Union des actionnaires de Fiat, qui entendrait proclamer à haute voix son opposition.

R.S.

FAITS ET CHIFFRES

A l'étranger

• UN TARIF PROGRESSIF POURRAIT ÊTRE INSTAURÉ EN BELGIQUE pour réduire la consommation d'électricité. Plus la consommation de courant sera élevée, plus le prix du kilowatt augmentera, telle est la proposition faite par le ministre belge des affaires économiques, M. Herman, pour le printemps prochain, dans le cadre d'une politique de « Vénérage ». Toute consommation excessive serait ainsi pénalisée, mais un minimum et social, représentatif des besoins considérés comme normaux des individus et des ménages, continuera à bénéficier de tarifs préférentiels. — (A.F.P., A.P.)

Énergie

• LES INTÉRÊTS DE CALTEX EN INDE SONT RACHETÉS PAR LE GOUVERNEMENT DE NEW-DELHI. — Les intérêts de la société américaine Caltex-Petroleum Corporation en Inde, qui portent sur le raffinage et la distribution, ont été rachetés, le 30 décembre, par le gouvernement indien pour 130 millions de roupies (environ 72 millions de francs). — (Reuters.)

ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE

**automobiles automobiles**

Concession ALFA-ROMEO ALFA ROMEO 175 SIMCA 1100 175 205-22.

LANCIA ARIOBANCHI GARANTIE 2 ans sur Contrat 11 rue Michel PARIS 54 355.35.35

Agent PEUGEOT Nanterre VEND COUPÉ 504 V6 1976 15.000 km. Gris métall. Etat neuf. 204-55-14.

**vous vendez**

780-54-61-781-39-43.

Secrétaire Direction, 30 ans, rech. poste responsabilité, expér. 10 ans, bilingue anglais et connaissance allemand. TEL : 95-11-73.

**CHACQUE MOIS, EN NOMBRE LIMITÉ DES VOITURES COMME CELLES-CI.**

- Toutes ont appartenu exclusivement au personnel Citroën.
- Toutes ont un kilométrage limité (en moyenne 10.000 km).
- Toutes bénéficient de garanties exceptionnelles.

**CES VOITURES SONT VISIBLES AU DEPARTEMENT OCCASION DES USINES CITROËN**

10, Place Étienne Parnet 75015 Paris. Tél. : 532.70.00. 50, Boulevard Jourdan 75014 Paris. Tél. : 589.49.89. 59 bis, Avenue Jean Jaurès 75019 Paris. Tél. : 208.86.60.

**GS-X2 1976 20900 F**

**GS-PALLAS 1976 22000 F**

**GS-BREAK 1976 19800 F**

**GS-1220 1976 20500 F**

**GS-SPECIAL 1976 18500 F**

**GS-X 1976 19300 F**

**occasions**

LIVRES. Achat comptant à domicile. Laffitte, 13, rue de Buci, PARIS-6. Tél. 326-49-28.

**capitaux ou proposit.com.**

CH. Participations participations Particuliers pour opération sur Imm. Paris/Banlieue.

EIRIS - 94, av. G.-Lacour (14<sup>e</sup>)

**annonces classées du Monde**

les par téléphone lundi au vendredi 12 h. 30 - 13 h. 30 à 18 h.

233-44-21

pages 392 et 364







**AVIS FINANCIER  
DES SOCIÉTÉS**

**SOFINEX**

Le conseil d'administration réunit le 22 décembre sous la présidence de M. Loye, pour arrêter les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1976.

Les revenus du portefaix ont atteint 6,38 millions de francs, contre 5,85 millions de francs pour l'exercice précédent. Le total des dépenses d'exploitation se situe à 1,56 million de francs et le bénéfice d'exploitation atteint 3,17 millions de francs, contre 2,85 millions de francs.

Le compte tenu des plus-values réalisées au cours de l'exercice (7.113 millions de francs), le mouvement net des transferts de dépréciation (6.338 millions de francs) a permis d'augmenter le bénéfice net ressort à 2.487 millions de francs contre 3.63 pour l'exercice précédent.

Les principales modifications apportées à la composition de l'actif, outre la cession de l'ensemble de la participation dans l'entreprise, sont :

- la réduction des titres de participation de la quasi-totalité des entreprises à la souscription desquelles la Société a apporté des capitaux ;
- la réduction de capital de la

L'assemblée générale ordinaire convoquée pour le 10 mars 1978 par le conseil d'administration, a décidé de proposer à l'assemblée extraordinaire, soit un dividende action de 16 F assorti d'un fiscal de 5 %.

---

**CAISSE NATIONALE  
DE L'ÉNERGIE**

---

**GAZ DE FRANCE**  
Obligations 8,30 %

Les intérêts courus du 1<sup>er</sup> janvier 1978 au 31 décembre 1977 sont de 100,00 %.

CAISSE NATIONALE  
DE L'ÉNERGIE

**GAZ DE FRANCE**  
**Obligations 8,30 %**

Les intérêts courus du 1<sup>er</sup> 1976 au 31 janvier 1977 ont été payés par GDF SUEZ à Paris, le 15 février 1977, à raison de 74,70 F par 1.000 F nominal, nettement déduction faite de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières (taux de 15,50 %). Les intérêts courus du 1<sup>er</sup> 1977 au 31 janvier 1978 seront payés par GDF SUEZ à Paris, le 15 février 1978, à raison de 74,70 F par 1.000 F nominal, nettement déduction faite de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières (taux de 15,50 %).

[illegible]

## LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS  
5 JANVIER

## Nouvelle avance

La hausse des valeurs françaises s'est poursuivie ce mercredi à la Bourse de Paris, où, en dépit de quelques ventes bénéficiaires, les différents indices ont encore progressé de 1,5 %.

Le mouvement n'a cependant touché que quatre-vingts valeurs en moyenne contre une centaine la veille. Les achats se sont surtout concentrés sur l'alimentation, la métallurgie, les pétroles, les établissements de crédit, le bâtiment et les laboratoires pharmaceutiques. En revanche, la construction électrique et les machines étaient plus irréguliers. Les meilleurs scores de la séance

Une trentaine de hausses, légèrement il est vrai, ont encore été élevées, pile-mêle, dans tous le

Mais l'atmosphère est restée plutôt bonne autour de la corbeille. Les spécialistes se félicitent notamment de la baisse du taux de l'argent au jour le jour, de la montée du franc par rapport au dollar.

Après trois mois de grève. En raison avec la fin de ce long conflit, d'aucuns tablent maintenant, à tort ou à raison sur un rapprochement des remous sociaux.

L'effritement du dollar et la

païs, plus franche, de Wallonie ont pesé sur les américains, les allemands s'inscrivant également en recul. Une grande irrégularité a continué de régner sur les pétroles internationaux, ainsi que sur les mines d'or.

Sur le marché de l'or, le volume de transactions, tombé la semaine dernière à son plus bas niveau depuis mars 1971, a légèrement augmenté pour s'élever à 3,9 millions de francs contre 2,75 millions. L'on a échangé 125 lingots de 21 945 F (contre 31 790 F), et 1 000 napoléons à 235,90 F (contre 39,90 F).

**LONDRES**

## NEW-YORK

**Calmé**  
Peu d'affaires jeudi, à l'ouverture du marché. Le seul fait marquant est la hausse des fonds d'Etat. Les industrielles varient peu. Recul de R.P. aux pétroles. Tassement des mines d'or.

### Nouvelle baisse

La baisse des cours s'est poursuivie mercredi à Wall Street pour la troisième séance consécutive d'un marché très actif. L'indice industriel a encore reculé de 3,81 points pour s'établir à 978.

VALEURS	CLOTURE 5-1	COURS 5-1
West Loan 3 1/2 %	25 7/8	26
Bechtel	352	348
British Petroleum	836	832
Suez	458	456 1/2
Vickers	154	154
Imperial Chemical	350	
Centrales	93	93
De Beers	207	204 1/2
Wentworth	13 3/4	13 7/8
Nio Tinto Zinc Corp.	176	175
West Australian	17 3/4	17 3/8

(\*) En francs.

[illegible]

### COURS DU DOLLAR A TOKYO

	61	61
1 dollar (en yens) ..	292 10	292 50

## NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

**GUYENNE ET GASCOGNE.** — Les actions de la société, actuellement inscrites à la Bourse de Bordeaux, seront traitées à Paris à compter du 21 mars prochain.

**A.D.G.** — Le bénéfice net consolidé pour l'exercice clos le 30 septembre 1976 s'élève à 7,98 millions.

de francs contre 7,77 millions. Le chiffre d'affaires consolidé atteint 340,97 millions de francs (+ 19,8 %). Le dividende global est minoré : 6 F contre 7,05 F.

**PILES WONDER.** — Bénéfice net de l'exercice clos le 30 septembre : 7,3 millions de francs, dont 1,7 million de production contre 1,5 million

ments (1969-1970), réintégrée pour être virée en réserve, contre 9,6 millions de francs, provision pour investissements (1,3 millions) non déduite. La marge brute atteint 10,5 millions de francs contre 23 millions. Dividende global inchangé de 19,50 F.

BIC. — Rachat par la filiale américaine Bic Pen Corporation de la division American Safety Razor, de Philip Morris pour 20 millions de dollars (environ 100 millions de francs). A.S.R. fabrique et distribue des rasoirs et des lames sous les marques Personna, Gem et Flicker. Elle détient 13 % du marché américain des lames et réalise un chiffre d'affaires de 40 millions de dollars (200 millions de francs).

233,21 (-2,25); services publi  
107,59 (-0,44).

VALUES	COURS	COUR
--------	-------	------

4.1	5.1
-----	-----

2002	55	3	4	55	1
1.1	52	7	8	53	
2003	46	5	8	46	3

Parc Manhattan Bank ...	30 7 8	30 7
Le Pont de Nemours ...	133	133 1
Parc de Nemours ...	26 2 8	26 2

STEFAN KUSIN .....	54	3	8	42	7
.....	52	6	8	52	5
.....	59	1	2	58	3

General Electric.....	53 3 4	53 1
General Foods.....	29 3 8	29 ..
General Motors.....	76 1 4	75 1/2

**BOURSE DE PARIS - 5 JANVIER - COMPTANT**

[illegible]

## MARCHÉ A TERME

[illegible]

**DES CHANGES** | **COUS DES BILLETS** | **MARCHÉ LIBRE DE L'OR**

[illegible]



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. DIPLOMATIE**  
— La « commission Jenkins » entre en fonction à la C.E.E.
- 3. AMERIQUES**  
— **EUROPE**  
— ITALIE : le Saint-Siège juge « irresponsable » les importations de l'Europe « sur ses spéculations immobilières ».
- 4. ASIE**  
— **AFRIQUE**  
— REPUBLIQUE SUD-AFRICAINNE : rentrée scolaire à Soweto.
- 4. PROCHE-ORIENT**  
— ISRAËL : les élections législatives auront lieu le 17 mai.
- 5. ENQUETE**  
— « Armes en tous genres » (IV), par Maurice Denzaire.
- 6. POLITIQUE**  
— **EDUCATION**  
— Le P.S. s'apprête à obtenir sa position sur l'enseignement privé : « Le libre choix », une libre opinion de G. Guermeur.

**LE MONDE DES LIVRES**  
Pages 11 à 14  
— Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : « Second sous-sol », de Michel Butor.  
— Lectures d'hiver.  
— Lettres étrangères.  
— Poésie : Mort et résurrection de Tristan Cebal.

- 15. SPORTS**  
— **15 à 17. ARTS ET SPECTACLES**  
— CINÉMA : diffusion des films du tiers-monde.
- 18. JUSTICE**  
— Le scandale financier d'un village nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines.
- 18. EQUIPEMENT ET REGIONS**
- 21-22. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE**  
— CONJONCTURE : selon le C.N.F.P., un recul sensible de la production est improbable.

**LIRE EGALEMENT**  
**RADIO-TELEVISION (15)**  
Annonces classées (15 à 21) : Aujourd'hui (10) ; Bulletin d'enseignement (10) ; Charité (8) ; « Journal africain » (10) ; Lettres étrangères (10) ; Loto (10) ; Météorologie (10) ; Mots croisés (10) ; Bouquet (25).

**800 machines à écrire en discount/Duriez**  
200 électriques portables  
TOUTES les marques, les meilleures, les plus durables, les moins chères : Olivetti, Olympia, Bernina, Adler, Brother, Smith-Corona, etc. Simples ou non, toutes ou poids plume, 11 styles de caractères, signes spéciaux. Duriez vend en direct sans représentant. Certaines machines sont surstockées, d'autres supérieures à leur réputation. Duriez vous dit la vérité sur toutes et rembourse dans dix jours si vous n'êtes pas satisfait. Quantités limitées. 122, bd St-Germain, 326-43-21.

**2.000 calculatrices**  
électroniques, de poche à poche à la conversationnelle, attachantes, écrivaines, pour financiers, scientifiques, commerçants, avec une certaine de programmation sur cartes ou à vos mesures, stockables. En option : typewriters, écrans des lettres, etc. Chez Duriez.

**500 montres à quartz**  
à diodes, lumineuses, dansant minutes, secondes, jour et mois. Précision 1 minute par an. Le cadeau indispensable cette année. Chez Duriez.

**modules**  
mobiliers d'organisation entièrement modulaire  
**IL**  
FLAMBOYANT, 100, av. de la République 75011 Paris - Tél. 320.30.30

A B C D E F G

## AU COURS DE SA CONFÉRENCE DE PRESSE

### M. Marchais : sous le règne giscardien la République devient celle des princes et des truands

M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste, a présenté, jeudi matin 6 janvier, au cours d'une conférence de presse, le programme de l'action nationale dérivée et espérée, que le P.C.F. va organiser durant les mois de janvier et février, et au cours de laquelle ses militants demanderont à la population de rédiger « les cahiers de la misère et de l'espoir qui doivent constituer un immense sondage et inventaire de la réalité et des besoins ».

Cette campagne sera marquée, le 12 février, par des rassemblements dans tous les chefs-lieux de départements et par un meeting au Bourget, pour lequel M. Marchais attend plusieurs dizaines de milliers de participants.

Au début de sa conférence de presse, le secrétaire général du P.C.F. a déclaré : « La France est en crise. Elle a besoin d'un changement pour en sortir et reprendre sa marche en avant. Les choses ne font que s'aggraver sous l'égide de la bourgeoisie d'État. Le bilan est catastrophique pour la France. »

« En résumé, quelques faits accablants : la hausse des prix, la baisse du pouvoir d'achat, les 1 430 000 chômeurs et les 30 milliards de déficit du commerce extérieur à la fin novembre, la dégradation de la situation de la France dans le monde, le plan giscardien frappe ses victimes. Il est inefficace, injuste et dangereux. »

M. Marchais, renouvelant son opposition à l'élection du Président européen au suffrage universel, a affirmé : « Sur cette question, nous ne céderons jamais. »

**La préparation des élections municipales**  
**LE P.C. LANCE UN APPEL A L'UNION**

Le bureau politique du parti communiste, qui a élu mercredi 5 janvier, a lancé un appel en vue de la réalisation du plus grand nombre possible de listes d'union de la gauche pour les élections municipales. Dans cet appel, le bureau politique constate que les négociations ouvertes offrent « la perspective concrète » d'accord dans cent trente-deux des deux cent vingt-trois villes de plus de trente mille habitants, ainsi que dans un certain nombre d'autres localités ; mais il déplore l'attitude de « certaines organisations du parti socialiste », qui, dit-il, « se fondent sur des prétextes variés et contradictoires, présentent des exigences injustifiées, dont le trait commun est de contester au parti communiste la place à laquelle son influence lui donne droit ».

**LES « ROIS » A L'ÉLYSÉE**

A l'occasion de l'épiphanie, M. Valéry Giscard d'Estaing a « tiré les rois », mercredi 5 janvier, au palais de l'Élysée. En présence des dirigeants de la Confédération nationale de la boulangerie et de la pâtisserie française, conduite par leur président M. Francis Combe, le chef de l'État a partagé avec ses hôtes une galette de 1,10 mètre de diamètre pesant 10 kilos, contenant 3,5 kilos de beurre et 1,5 kilo de framboises.

M. Giscard d'Estaing a déclaré à cette occasion : « L'action de revalorisation du travail manuel a déjà abouti à une modification de l'opinion publique. Nous poursuivons cette revalorisation à long terme et en profondeur. »

**En Suisse**

Tout, cependant, est encore loin d'être éclairci. Les personnes citées comme administrateurs dans la déclaration officielle de la Sodetex sont sous le coup de poursuites pour leur rôle dans l'affaire et des plus mineurs. Après M. Charles Bignon, député de la Somme (R.P.R.), qui n'a jamais accepté de figurer dans un quelconque conseil d'administration (le Monde du 31 décembre), c'est M. Robert Lécuyer, le banquier genevois désigné sur les statuts comme étant l'autre administrateur de la Sodetex.

**REMONTEE DU DOLLAR**

Le remontement du dollar, amorcé mercredi, s'est poursuivi jeudi, notamment sur la place de Paris, où il était coté, en fin de matinée, 4,975 F contre 4,93 F la veille. Cette remontée a été motivée par une série de monnaies fortes, notamment sur la place de Francfort, où le dollar s'est établi à 2,35 DM environ contre 2,2675 DM mercredi et 2,34 DM mardi.

En conséquence, le cours du franc a légèrement fléchi vis-à-vis de la monnaie allemande, dont le cours est repassé au-dessus de 2,10 F. Cela dit, la monnaie française jouit actuellement, sur le marché des changes, d'un climat psychologique incontestablement meilleur. La Banque de France en a profité, jeudi matin, pour abaisser de nouveau de 1/4 % le taux de l'argent au jour le jour, qui tombe ainsi en dessous de 10 % à 9 3/4 %.

La livre sterling a cédé un peu de terrain, cotant 1,7990 dollar contre 1,7110 dollar, tout en restant inchangée à Paris, au cours de 8,45 F. Les réserves monétaires britanniques sont tombées en décembre au niveau de 4,3 milliards de dollars, en raison notamment du remboursement en décembre de 1,5 milliard de dollars empruntés aux autres banques centrales pendant le premier semestre 1976. Cette ponction sera prochainement annulée par l'octroi de la première tranche du prêt de 3,5 milliards de dollars accordé par le Fonds monétaire.

**DE LA SODETEX A LA MATESSA**

**L'affaire de Broglie est abondamment commentée en Espagne**

Une société luxembourgeoise présidée par un ancien ministre du général de Gaulle, administrée au moins sur le papier par un député français et un banquier genevois, créée pour faciliter les opérations frauduleuses d'une très importante compagnie espagnole dont les patrons et protecteurs comptent longtemps parmi les dignitaires de la francophonie : ainsi résumée, la « carte de visite » de la Sodetex S.A., fondée le 14 mai 1968 par M. Jean de Broglie, traduit les dimensions d'une affaire qui, née de l'assassinat du député de l'Eure à la veille de Noël, se nourrit aujourd'hui de révélations aussi nombreuses que troublantes.

On ne saurait prétendre que toutes ces informations recueillies et recoupées sur les activités financières du prince de Broglie aient un rapport direct avec l'affaire qui lui a coûté la vie. Mais on ne saurait davantage les considérer comme de simples « cotés » qui démentiraient l'attention de ce qui, jusqu'à présent, continue de préoccuper les policiers : l'assassinat d'un député participant à une séance du conseil d'administration de la Sodetex, et pas davantage une quelconque communication de la Sodetex, l'ail demeuré à M. de Broglie ce qu'il était advenu de son projet de société, lors d'une rencontre qui a eu lieu six mois ou un an plus tard. Il a répondu que l'idée en était abandonnée et qu'il n'en était plus question. « Depuis 1968, M. Lécuyer affirme n'avoir jamais vu entendu parler de cette affaire, ni forum la moindre communication de cette société qu'il croyait liquidée. »

**NOUVELLES BRÈVES**

● M. Raymond Barre, premier ministre, qui devait participer aujourd'hui jeudi 6 janvier, de 11 heures à 15 heures, au forum de l'Expansion, devait ensuite donner audience à M. Guermeur, député R.P.R. du Finistère. Puis, le premier ministre recevait M. Lécuyer, ministre de l'Énergie, et M. Maï (R.O.), MM. Ernest Brugger, chef du département fédéral de l'économie publique helvétique, Pierre Dupont, ambassadeur de Suisse en France, Paul Jolles, chef de la division fédérale du commerce helvétique.

● M. Louis de Guiringaud, ministre des affaires étrangères, est parti ce jeudi 6 janvier pour une visite privée au Maroc, où il va prendre quelques jours de repos. Il doit être de retour à Paris au début de la semaine prochaine.

● M. Eric Abraham, journaliste sud-africain, assigné à résidence au Cap en novembre, a fui l'Afrique du Sud et s'est réfugié mercredi 5 janvier au Botswana. Il a dit souhaiter se rendre dès que possible en Grande-Bretagne, pays qui lui a accordé un visa de séjour. M. Abraham déclare qu'il redoutait d'être enlevé par la sécurité africaine s'il restait au Botswana. — (Reuters).

● L'inspection du travail a rendu, le 5 janvier, sa décision concernant la demande d'autorisation de l'Agence de licenciement neuf secrétaires de rédaction (le Monde du 18 novembre) : elle a finalement refusé l'autorisation. Les demandes, n'autorisant que le départ des quatre secrétaires de rédaction (dont un délégué syndical C.F.D.T.), qui avaient manifesté le désir de quitter l'entreprise.

● L'autre délégué syndical menacé (S.N.J.) figure parmi les cinq cas qui ont été refusés.

## REMONTEE DU DOLLAR

Le remontement du dollar, amorcé mercredi, s'est poursuivi jeudi, notamment sur la place de Paris, où il était coté, en fin de matinée, 4,975 F contre 4,93 F la veille. Cette remontée a été motivée par une série de monnaies fortes, notamment sur la place de Francfort, où le dollar s'est établi à 2,35 DM environ contre 2,2675 DM mercredi et 2,34 DM mardi.

En conséquence, le cours du franc a légèrement fléchi vis-à-vis de la monnaie allemande, dont le cours est repassé au-dessus de 2,10 F. Cela dit, la monnaie française jouit actuellement, sur le marché des changes, d'un climat psychologique incontestablement meilleur. La Banque de France en a profité, jeudi matin, pour abaisser de nouveau de 1/4 % le taux de l'argent au jour le jour, qui tombe ainsi en dessous de 10 % à 9 3/4 %.

La livre sterling a cédé un peu de terrain, cotant 1,7990 dollar contre 1,7110 dollar, tout en restant inchangée à Paris, au cours de 8,45 F. Les réserves monétaires britanniques sont tombées en décembre au niveau de 4,3 milliards de dollars, en raison notamment du remboursement en décembre de 1,5 milliard de dollars empruntés aux autres banques centrales pendant le premier semestre 1976. Cette ponction sera prochainement annulée par l'octroi de la première tranche du prêt de 3,5 milliards de dollars accordé par le Fonds monétaire.

## DERNIER SURVIVANT DU GOUVERNEMENT PÉTAIN DE 1940

### M. Yves Bouthillier est mort

On apprend le décès, survenu le 4 janvier à Paris, de M. Yves Bouthillier, ancien ministre des finances, à l'âge de soixante-quinze ans. Il était le dernier survivant du gouvernement formé par le maréchal Pétain en juin 1940.

Né en 1901 à Saint-Martin-de-Ré (Charente-Maritime), inspecteur des finances, le premier qui ait été également élève de l'École centrale, il commença par appartenir aux cabinets de plusieurs ministres des finances, puis devint, en 1935, directeur du budget à trente-quatre ans. Ne cachant pas ses sympathies pour la droite, il est limogé en 1936 par le Front populaire, qui le réélut à un poste de second plan : directeur des finances à la Préfecture de la Seine.

Paul Reynaud lui fait réintégrer le 1<sup>er</sup> novembre 1938 le ministère des finances, où il sera promu secrétaire général. Puis il le nomme ministre des finances en juin 1940. Il garde ce poste dans le premier gouvernement Pétain en juillet 1940 et conserve ses fonctions jusqu'à l'effacement de l'amiral Darlan, remplacé par Pierre Laval en avril 1942. Il se consacre uniquement à ses fonctions, à la suite des idées générales de l'histoire, et, selon Robert Aron, dans son Histoire de Vichy, est l'un des théoriciens les plus écoulés par le maréchal Pétain. Malgré ses déclarations avec le Front populaire, il ne craint pas de s'opposer aux puissances d'argent. Instigateur des lois contre

les sociétés anonymes et les trusts, il fait dissoudre, en novembre 1940, le Comité des forges et le Comité central des Houillères, dont l'influence sur la presse était forte, en même temps, d'ailleurs, que toutes les centrales syndicales, ce qui lui attire la vindicte de la fois des milieux capitalistes et ouvrier. De 1942 à 1944, il est procureur général de la Cour des comptes.

Au cours de son procès en Haute Cour, en juillet 1948, il est l'un des accusés du procès posthume au fameux « conseil restreint » qui examina la possibilité d'une « collaboration » avec l'Allemagne, et il bénéficia de plusieurs témoignages dignes, dont celui de M. André François-Poncet, ce qui lui valut une condamnation modérée (trois ans de prison et indignité nationale). En 1950, il publie le Drame de Vichy, plaider pour la droite. Par la suite, il entre dans le groupe Marcel Dassault comme administrateur de la Banque commerciale de Paris. Proche de nombreuses et diverses personnalités, il a exercé efficacement la restauration du patrimoine artistique de sa commune.

**Le personnel de la Belle Jardinière a décidé de reprendre le travail**

En grève depuis trois semaines pour obtenir l'annulation d'un licenciement collectif frappant 55 % du personnel, les cent douze salariés de la Belle Jardinière — qui occupent ce grand magasin du Pont-Neuf depuis le 18 décembre — ont décidé de reprendre le travail mercredi soir 5 janvier. La direction du groupe Agache-Willot, dont dépend la B.J., a décidé de maintenir les salaires de 1976, tout en acceptant de négocier la détermination des salaires de 1977. Cependant, des négociations doivent se poursuivre et s'étaler sur ses rapports avec la société-holding.

**Reculer pour mieux sauter ?**

La grève est finie. Sur les vitrines du grand magasin du Pont-Neuf, les affiches accusatrices ont été décollées en hâte. Les grilles sont closes. Un échec sans conséquence : « Faut-il pour nettoyer et inventer. Réouverture vendredi matin 7 janvier à 9 h. 30. »

A l'intérieur, tout est désert. Seuls, quelques vendeurs s'affairent parmi les rayons, préparant les grands soldes de janvier. Leurs visages sont un peu las. « Il faut savoir terminer une grève », explique M. Jardin, délégué syndical C.G.T. Pourtant, nous n'avons pu résister pendant ces heures, elle interjetait appel du premier jugement de rétorsion décollé, d'une part, l'expulsion du personnel occupant et, d'autre part, la nomination d'un expert. « La mission de ce dernier : informer le comité d'entreprise sur la situation financière, non seulement de la société d'exploitation des magasins, mais encore de l'ensemble des sociétés du groupe. Pour les syndicats, la désignation de cet expert constitue « une victoire sans précédent ». Autres « victoires » : la « participation du mouvement », la « prise de conscience » des personnels de la B.J. et de Bon Marché et des autres grands magasins en faveur d'un conflit qui met en jeu les grandes puissances financières, allées, ajoutant-ils, à la Garantie foncière.

La parole est maintenant à la justice : « Si la cour d'appel casse le jugement de rétorsion du 20 décembre, tout est perdu, reconnaissent les employés de la B.J. Dans l'autre hypothèse, ajoutent-ils, l'examen des documents comptables fournis obligatoirement par la direction pourrait bien nous offrir d'autres moyens de pression que la grève. — J. B. »

**L'ETE PASSÉ L'HIVER AU BYBLOS**  
phone (94) 9700.04 / télex 470.235 à 5° TROPÉE

**JANVIER 1977**  
**SOLDES**  
**ALEXANDRE**  
FOURRURES 376, rue St Honoré Paris (1<sup>er</sup>)

**Les dirigeants de la C.E.E.**  
ont pris les postes les plus importants de la Commission européenne

**Les dirigeants de la C.E.E.**  
ont pris les postes les plus importants de la Commission européenne

**Les dirigeants de la C.E.E.**  
ont pris les postes les plus importants de la Commission européenne

## DERNIER SURVIVANT DU GOUVERNEMENT PÉTAIN DE 1940

### M. Yves Bouthillier est mort

On apprend le décès, survenu le 4 janvier à Paris, de M. Yves Bouthillier, ancien ministre des finances, à l'âge de soixante-quinze ans. Il était le dernier survivant du gouvernement formé par le maréchal Pétain en juin 1940.

Né en 1901 à Saint-Martin-de-Ré (Charente-Maritime), inspecteur des finances, le premier qui ait été également élève de l'École centrale, il commença par appartenir aux cabinets de plusieurs ministres des finances, puis devint, en 1935, directeur du budget à trente-quatre ans. Ne cachant pas ses sympathies pour la droite, il est limogé en 1936 par le Front populaire, qui le réélut à un poste de second plan : directeur des finances à la Préfecture de la Seine.

Paul Reynaud lui fait réintégrer le 1<sup>er</sup> novembre 1938 le ministère des finances, où il sera promu secrétaire général. Puis il le nomme ministre des finances en juin 1940. Il garde ce poste dans le premier gouvernement Pétain en juillet 1940 et conserve ses fonctions jusqu'à l'effacement de l'amiral Darlan, remplacé par Pierre Laval en avril 1942. Il se consacre uniquement à ses fonctions, à la suite des idées générales de l'histoire, et, selon Robert Aron, dans son Histoire de Vichy, est l'un des théoriciens les plus écoulés par le maréchal Pétain. Malgré ses déclarations avec le Front populaire, il ne craint pas de s'opposer aux puissances d'argent. Instigateur des lois contre

## LE PERSONNEL DE LA BELLE JARDINIÈRE A DÉCIDÉ DE REPRENDRE LE TRAVAIL

En grève depuis trois semaines pour obtenir l'annulation d'un licenciement collectif frappant 55 % du personnel, les cent douze salariés de la Belle Jardinière — qui occupent ce grand magasin du Pont-Neuf depuis le 18 décembre — ont décidé de reprendre le travail mercredi soir 5 janvier. La direction du groupe Agache-Willot, dont dépend la B.J., a décidé de maintenir les salaires de 1976, tout en acceptant de négocier la détermination des salaires de 1977. Cependant, des négociations doivent se poursuivre et s'étaler sur ses rapports avec la société-holding.

**Reculer pour mieux sauter ?**

La grève est finie. Sur les vitrines du grand magasin du Pont-Neuf, les affiches accusatrices ont été décollées en hâte. Les grilles sont closes. Un échec sans conséquence : « Faut-il pour nettoyer et inventer. Réouverture vendredi matin 7 janvier à 9 h. 30. »

A l'intérieur, tout est désert. Seuls, quelques vendeurs s'affairent parmi les rayons, préparant les grands soldes de janvier. Leurs visages sont un peu las. « Il faut savoir terminer une grève », explique M. Jardin, délégué syndical C.G.T. Pourtant, nous n'avons pu résister pendant ces heures, elle interjetait appel du premier jugement de rétorsion décollé, d'une part, l'expulsion du personnel occupant et, d'autre part, la nomination d'un expert. « La mission de ce dernier : informer le comité d'entreprise sur la situation financière, non seulement de la société d'exploitation des magasins, mais encore de l'ensemble des sociétés du groupe. Pour les syndicats, la désignation de cet expert constitue « une victoire sans précédent ». Autres « victoires » : la « participation du mouvement », la « prise de conscience » des personnels de la B.J. et de Bon Marché et des autres grands magasins en faveur d'un conflit qui met en jeu les grandes puissances financières, allées, ajoutant-ils, à la Garantie foncière.

La parole est maintenant à la justice : « Si la cour d'appel casse le jugement de rétorsion du 20 décembre, tout est perdu, reconnaissent les employés de la B.J. Dans l'autre hypothèse, ajoutent-ils, l'examen des documents comptables fournis obligatoirement par la direction pourrait bien nous offrir d'autres moyens de pression que la grève. — J. B. »

**L'ETE PASSÉ L'HIVER AU BYBLOS**  
phone (94) 9700.04 / télex 470.235 à 5° TROPÉE

**JANVIER 1977**  
**SOLDES**  
**ALEXANDRE**  
FOURRURES 376, rue St Honoré Paris (1<sup>er</sup>)

**Les dirigeants de la C.E.E.**  
ont pris les postes les plus importants de la Commission européenne

**Les dirigeants de la C.E.E.**  
ont pris les postes les plus importants de la Commission européenne

**Les dirigeants de la C.E.E.**  
ont pris les postes les plus importants de la Commission européenne

**Les dirigeants de la C.E.E.**  
ont pris les postes les plus importants de la Commission européenne

**Les dirigeants de la C.E.E.**  
ont pris les postes les plus importants de la Commission européenne

Les dirigeants de la C.E.E. ont pris les postes les plus importants de la Commission européenne

Les dirigeants de la C.E.E. ont pris les postes les plus importants de la Commission européenne

Les dirigeants de la C.E.E. ont pris les postes les plus importants de la Commission européenne

Les dirigeants de la C.E.E. ont pris les postes les plus importants de la Commission européenne

Les dirigeants de la C.E.E. ont pris les postes les plus importants de la Commission européenne

Les dirigeants de la C.E.E. ont pris les postes les plus importants de la Commission européenne

Les dirigeants de la C.E.E. ont pris les postes les plus importants de la Commission européenne

Les dirigeants de la C.E.E. ont pris les postes les plus importants de la Commission européenne

Les dirigeants de la C.E.E. ont pris les postes les plus importants de la Commission européenne

Les dirigeants de la C.E.E. ont pris les postes les plus importants de la Commission européenne

Les dirigeants de la C.E.E. ont pris les postes les plus importants de la Commission européenne

Les dirigeants de la C.E.E. ont pris les postes les plus importants de la Commission européenne

Les dirigeants de la C.E.E. ont pris les postes les plus importants de la Commission européenne

Les dirigeants de la C.E.E. ont pris les postes les plus importants de la Commission européenne

Les dirigeants de la C.E.E. ont pris les postes les plus importants de la Commission européenne

Les dirigeants de la C.E.E. ont pris les postes les plus importants de la Commission européenne

مكتبة من الأصل